



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2442  
22 mai 2015  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **lutte**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

## **Manque de personnel dans les collèges, les hôpitaux et partout..**

# **Il faut embaucher!**



## **23, 24, 25 mai à Presles**

# **la Fête**

**pages 7, 8, 9 et 10**





# Collèges, hôpitaux, chômage : il faut embaucher !

Cette semaine sera marquée par la grève dans les collèges et dans les hôpitaux. Ces deux grèves ont fondamentalement les mêmes raisons: le manque de personnel. Au-delà des polémiques politiciennes sur les programmes, les collèges et l'école en général souffrent du manque de moyens, du manque d'enseignants et de l'impossibilité de travailler avec des classes à effectifs réduits pour pouvoir s'occuper de tous les enfants.

Dans les hôpitaux, les médecins, les infirmières et les aides-soignantes n'arrivent plus à poser leurs congés parce qu'il manque du personnel. Quelle conclusion en tire, à Paris, la direction des hôpitaux? Qu'il y a trop de congés, trop de RTT et qu'il y a un problème avec les 35 heures!

Sur tous ces sujets, la droite et les socialistes inventent des controverses pour ne pas parler de l'essentiel, de la nécessité qui est là, sous nos yeux, d'embaucher massivement dans les hôpitaux et dans les collèges.

Dans le même temps, ils veulent nous faire croire que le problème du chômage est insoluble parce que, disent-ils, il n'y a pas de travail pour tous et qu'il n'y a plus d'argent.

Nombre de salariés sont débordés, épuisés par la tâche, par des cadences de travail et des horaires insoutenables, et pas seulement dans les hôpitaux ou les collèges. C'est vrai dans les usines, dans les supermarchés, dans le bâtiment... jusqu'au monde de la recherche. Et ils osent dire qu'il n'y a pas de travail dans la société! Et il faudrait accepter que de plus en plus de femmes et d'hommes soient condamnés à l'inactivité, au chômage et à la misère?

Quant au manque d'argent, le gouvernement a généreusement octroyé 40 milliards au patronat pour qu'il crée des emplois. Faut-il rappeler que le crédit d'impôt compétitivité emploi était censé créer un million d'emplois? Depuis qu'il a été mis en place, il y a eu 300 000 chômeurs de plus. Où sont passés les milliards distribués?

Depuis trois ans, le gouvernement a montré qu'il était dans le camp des licenciés et des fabricants de chômage. Et non content de faire le jeu des possédants, il sème la suspicion sur les chômeurs en parlant de renforcer leur contrôle.

Mais les vrais assistés sont les Peugeot, les Sanofi, les Carrefour. Au lieu de renforcer le flicage des chômeurs, ceux qu'il faudrait contrôler sont ces grands groupes qui vident

les caisses de l'État au prétexte de l'emploi.

En comptant tous les chômeurs, ceux qui ont un petit temps partiel ou qui travaillent par intermittence, il y a plus de six millions de femmes et d'hommes qui cherchent un emploi. C'est une catastrophe pour les jeunes, condamnés à vivre de petits boulots en petits boulots. Une catastrophe pour les plus âgés, pour ceux usés par le travail, qui ont peu de chance d'en retrouver un.

Le chômage est une catastrophe sociale qui n'épargne personne, pas même les plus qualifiés. Laisser croire qu'il relève de la mauvaise volonté des uns ou des autres est abject. Quant à invoquer le manque de formation, alors que des dizaines de milliers de diplômés occupent des emplois non qualifiés, c'est encore une façon de culpabiliser les chômeurs.

400 suppressions d'emplois à Intermarché, 500 à Renault Trucks, 2200 licenciements chez Mory Global, 4000 salariés sur la sellette à Areva, des craintes à Air France, des plans de suppressions d'emplois dans tous les grands groupes: voilà le problème! La seule façon de lutter contre le chômage, c'est d'interdire les licenciements et de répartir le travail en prenant sur les profits.

Le chômage de millions de femmes et d'hommes compte parmi les gâchis les plus révoltants de la société capitaliste. En France, cela fait plus de trente ans qu'il y a un chômage de masse et qu'une partie de la population est rejetée de la société.

Tous ceux qui se relaient au pouvoir considèrent que les profits de la bourgeoisie sont intouchables et qu'il est normal qu'ils soient dilapidés dans des caprices de riches ou dans la spéculation. Ils considèrent que les capitalistes ont le droit de tout faire, y compris licencier pour accroître leurs profits. Dans ces conditions, le chômage ne peut qu'augmenter.

L'intérêt de la majorité travailleuse est inverse. Il imposerait au contraire que le travail soit réparti entre tous et organisé en fonction des besoins les plus essentiels à la population.

Il faut que les milliards accumulés par le grand capital, qui sont le fruit du travail de tous, servent à organiser l'économie et le travail de façon juste et rationnelle. Alors, on pourra mettre fin au chômage et aux insuffisances de l'éducation et de la santé publiques.

## Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	DANS LE MONDE	ENSEIGNEMENT
Migrants : union sacrée Valls, UMP, Le Pen 3	Burundi 11	Réforme des collèges 5
L'Union européenne se cuirasse 3	Migrants d'Asie du Sud-Est 11	Histoire à l'école 5
La situation sur l'île de Kos 3	Israël-Palestine : massacre de civils 11	Écoles de Seine-Saint-Denis 5
Tests d'âge 3	Israël : extrême droite et racisme 16	ENTREPRISES
Congrès du PS 4	Turquie : grève des travailleurs de l'automobile 12	Assistance publique - Hôpitaux de Paris 13
Drame de Clichy-sous-Bois 4	Espagne : fable de la reprise économique 12	SNCF Nantes 13
Les patrons et Macron 4	Hollande en Haïti 16	Tisséo-Bus Toulouse 13
Délégués du personnel 4	FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE	Centre financier Toulouse 14
Reprise économique ? 6	Le programme 7 à 10	Renault Trucks (Lyon) 14
CV anonyme 6		La Barre Thomas - Rennes 14
Affaire Kerviel 6		SFR-Numéricable 14
		Orange 14
		La Poste Courrier - Lille 15
		Blanchisserie des Lilas 15

## Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.



# Union sacrée de Valls à l'UMP et à Le Pen

On n'avait pas entendu Valls, il y a un mois, dans le chœur des politiciens versant des larmes de crocodile sur les 800 migrants noyés au large de la Libye. Son rôle à lui, c'est la démagogie anti-immigrés. Et quand aujourd'hui la Commission européenne propose des quotas de répartition des demandeurs d'asile, il refuse net, tout comme Sarkozy qui a déclaré : « Autant faire une immense affiche en écrivant : Venez plus nombreux encore. »

Valls s'est répété samedi 16 mai dans les Alpes-Maritimes, où un millier de migrants ont été refoulés entre le 11 et le 14 mai. Il a paradé au poste frontière de Saint-Louis, à la gare de Menton et au péage de La Turbie, accompagné du député-maire de Nice Estrosi et du député-président du conseil départemental Ciotti, deux

politiciens UMP particulièrement réactionnaires.

La proposition de répartir les demandeurs d'asile entre les pays européens, en fonction de la richesse et de la population, semble de bon sens. Elle soulagerait l'Italie et la Grèce, où la quasi-totalité des migrants arrivent. Mais Valls ne veut rien savoir et ne s'intéresse

qu'aux « réfugiés », ceux qui arrivent en situation régulière et dont une loi s'apprête d'ailleurs à réduire les chances d'obtenir un permis de séjour.

Selon Valls, ces réfugiés « doivent être répartis entre les États de façon équitable », et non en fonction de quotas. Car la France aurait déjà beaucoup fait depuis 2012 en accueillant 5000 Syriens et 4500 Irakiens. Quel effort : moins de 10 000 réfugiés, pour un pays de 67 millions d'habitants ! Et surtout, argument choc, la France fait beaucoup en combattant le terrorisme en Afrique et au Moyen-Orient. Belle logique : plus la France contribue à aggraver la

situation des habitants au Mali et en Syrie moins elle doit en recevoir sur son territoire !

Pour les migrants, en situation irrégulière, Valls veut « créer un système européen de gardes-frontières » et « ensuite lutter sans relâche contre les filières criminelles de passeurs ». Comme si l'avidité des passeurs excusait l'inhumanité des pays riches et leur responsabilité dans la misère, les guerres et les dictatures qui chassent les migrants de leur pays. Car c'est bien les « efforts » de la France qui créent migrants et passeurs.

Valls et Sarkozy dénoncent à l'unisson le système des quotas. Valls veut

des gardes-frontières partout. Sarkozy voit dans le droit d'asile « un système dont la fraude est devenue la règle », qui fonctionne « au détriment des Français qui travaillent et qui cotisent ». Tous deux ne savent que mettre des paroles sur la musique de Le Pen.

Il serait impossible aujourd'hui d'accueillir quelques milliers de migrants fuyant la misère et les guerres ? Mais quand, en 2008, c'étaient les banquiers, responsables de la crise, qui pleuraient misère, leur donner des centaines de milliards ne posait aucun problème ni à Sarkozy ni au PS.

Vincent Gelas

## L'Union européenne se cuirasse contre les migrants



Le nombre de morts – 1 800 depuis le début de l'année – a beau être effrayant, c'est par centaines chaque jour que des hommes, des femmes et des enfants tentent de traverser au péril de leur vie la Méditerranée, venant d'Afrique ou du Moyen-Orient pour tenter de survivre quelque part en Europe.

Loin de déployer tous les moyens politiques, administratifs, matériels et humains possibles pour les assister

dans ces situations dramatiques, les 28 ministres des Affaires étrangères européens ont décidé, le 18 mai,

### Situation dramatique sur l'île de Kos

Depuis la construction d'un mur le long de la frontière terrestre avec la Grèce au nord-est de la Turquie, de plus en plus de migrants tentent de parvenir en Europe par la voie maritime en rejoignant les îles grecques de la mer Égée, notamment Lesbos, Samos, Kos ou Chios. Depuis le début de l'année, plus de 22 000 personnes auraient réussi à atteindre l'une d'entre elles. Sur la seule île de Kos, distante de quatre kilomètres des côtes turques, 150 à 300 migrants débarquent chaque nuit. D'après Médecins sans frontières, ONG présente

sur l'île depuis deux mois, la très grande majorité d'entre eux viennent d'Irak et de Syrie. Ils doivent alors attendre d'avoir été enregistrés par les autorités pour avoir le droit de quitter l'île, ce qui peut durer de dix à vingt jours, alors que rien n'a été mis en place pour les héberger ou leur prodiguer des soins.

Les dirigeants européens se préoccupent de la façon de refouler ces femmes et ces hommes, mais pas du tout de les accueillir avec un minimum d'humanité.

Marc Rémy

de mettre sur pied une opération navale, dirigée disant-ils contre les réseaux de trafiquants qui opèrent en Méditerranée. EU Navfor Med, c'est son nom, visera à « identifier, capturer et mettre hors d'état de nuire » les bateaux des passeurs, grâce au déploiement de bâtiments de guerre et d'avions de surveillance au large de la Libye.

Outre son côté parade militaire, l'opération risque seulement d'aboutir à déplacer les routes empruntées par les embarcations des passeurs, en aggravant encore les risques pour les

passagers. Et si les autorités européennes évitent à présent de sortir de leurs cartons le projet choquant de détruire, à vide, les embarcations qu'utilisent les passeurs, elles se bornent à proposer des mesures de protection... de leur propre territoire.

Car ce ne sont pas les passeurs qu'EU Navfor Med empêchera de nuire, et encore moins les vrais responsables de cette urgence de fuite vécue par les migrants : les dirigeants bourgeois qui gouvernent le monde comme un jeu de puissance. En effet, c'est à la tête des

États impérialistes, à la tête des conseils d'administration, qu'on trouve ceux qu'il convient d'« identifier, capturer et mettre hors d'état de nuire », car ils sont responsables du chaos économique et politique croissant.

Quant à ceux qui tentent de fuir ce chaos, la moindre des choses serait de leur désigner des pays d'accueil, de proposer des itinéraires sûrs et légaux par lesquels ils ne risqueraient pas leur vie et ne seraient pas contraints de verser des milliers d'euros ou de dollars à des trafiquants.

Viviane Lafont

### Tests d'âge contre les plus jeunes

Les tests osseux visent à évaluer l'âge des jeunes migrants, par une radio du poignet et de la main. Si ces jeunes sont jugés mineurs, ils bénéficient de l'Aide sociale à l'enfance. S'ils sont considérés majeurs, ils en sont exclus et peuvent se retrouver à la rue. Ils risquent aussi d'être expulsés, de devoir rembourser l'aide dont ils ont bénéficié, voire d'être condamnés à des peines de

prison. Ces tests sont donc lourds de conséquences. Or des organismes aussi peu suspects de soutenir les migrants que le Haut Conseil de la santé publique, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) ou encore l'Ordre des médecins les considèrent comme non fiables. En janvier dernier, le Réseau Éducation sans Frontières (RESF) a demandé

leur suppression, avec l'appui de scientifiques.

Un amendement a été déposé au Parlement en ce sens. C'était sans compter l'opposition du gouvernement PS, qui a fait échouer cette suppression. Que ne ferait-il pas pour rattraper la droite et l'extrême droite, dans la course à l'échalote pour la politique la plus dure envers les étrangers ?

Michel Bondelet



## Congrès du PS : quatre motions pour le prix d'une

À quelques jours du congrès du PS qui doit se tenir du 5 au 7 juin à Poitiers, les militants étaient invités à voter jeudi 21 mai pour l'une des quatre motions présentées. Mais, pour voir une différence entre ces différentes motions, il faut avoir un sens aigu de la nuance !

La principale motion, celle de la direction du PS de Cambadélis, à laquelle s'est ralliée Martine Aubry, s'intitule « *Le renouveau socialiste* ». La seconde, celle des frondeurs, qui prétendent

critiquer le gouvernement et votent toutes les lois antiouvrières que celui-ci leur soumet, s'appelle « *À gauche pour gagner* ». Puis viennent deux autres motions, dont la raison d'être,

au moins pour l'une des deux, celle de Karine Berger, est uniquement de faire parler d'elle.

On pourrait penser que toutes ces motions ne sont que des enrobages différents d'une même politique... mais c'est déjà soupçonner plus de différences qu'il n'y en a en fait ! Car Jean-Marc Germain, rédacteur de la motion des frondeurs, a changé de camp (pour autant que cette

expression ait un sens ici), rallié celui de Cambadélis et introduit dans la motion de la direction du PS des morceaux de celle des frondeurs.

Ainsi, la motion de la direction du PS veut « *un État moderne, plus stratège, plus audacieux et imaginaire, pour produire du progrès social et écologique* » et « *une société bienveillante (...) à la fois attentive à chacun et demandant à chacun d'être*

*attentif aux autres* ». Alors que la motion des frondeurs est très différente. Eux souhaitent « *le retour de l'État, pour oser produire du progrès social et écologique* » et « *une société bienveillante demandant à chacun d'être attentif aux autres* ».

Blanc bonnet et bonnet blanc, disait-on. Mais là c'est blanc bonnet et blanc bonnet. On attend maintenant la fameuse synthèse.

Pierre Royan

## Clichy-sous-Bois : un drame sans coupable ?

Le tribunal correctionnel de Rennes a prononcé lundi 18 mai la relaxe définitive des deux policiers poursuivis dans le drame de Clichy-sous-Bois d'octobre 2005. Deux adolescents de 15 et 17 ans avaient alors été électrocutés dans un transformateur EDF où ils s'étaient réfugiés pour échapper à la police. Un troisième jeune avait été très grièvement brûlé. Près de dix ans après, la justice a relaxé ces deux policiers poursuivis pour non-assistance à personnes en danger.

À l'époque, l'indignation soulevée par ce drame avait mis les banlieues du pays en ébullition pendant trois semaines et Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, avait eu recours à l'état d'urgence pour mettre fin aux émeutes. Mais il n'avait pas pu empêcher que deux policiers soient renvoyés devant la justice, l'un qui était sur les lieux du drame et une autre qui, depuis le commissariat de Livry-Gargan, recevait les appels radio des patrouilles sur place. D'abord jugée en Seine-Saint-Denis, au tribunal de Bobigny, l'affaire a été délocalisée à Rennes, pour que la justice puisse faire son travail en toute sérénité, paraît-il.

Mais, pas plus à Rennes qu'à Bobigny, la non

-assistance à personne en danger n'a été reconnue, le souci principal des juges étant, comme le disait le président du tribunal de Rennes à l'occasion d'un procès, de « *ne pas faire le procès de la police nationale, des émeutes qui ont secoué la France ou des interventions politiques des uns et des autres* ». Les magistrats qui viennent de décider la relaxe définitive ont repris les mêmes arguments et décidé que les deux policiers n'avaient aucune responsabilité dans le drame. La policière en poste au commissariat ne connaissait pas la ville et ignorait l'existence d'un site EDF. Quant au policier sur place, qui avait dit à la radio « *S'ils rentrent (dans le transformateur), je ne donne pas*



cher de leur peau », il n'aurait pas su que les jeunes étaient déjà entrés sur le site EDF... puisqu'il utilisait le conditionnel « si » !

À l'annonce de ce jugement honteux, des cris de colère ont éclaté dans la salle, les familles dénonçant « *dix ans d'impunité policière* », « *on ne pardonne pas* » et « *honte à vous* ». À l'époque des faits, Sarkozy avait affirmé que toute la vérité serait faite. Dix ans après, la justice a choisi de blanchir, même contre toute évidence, les policiers. Pour « *ne pas faire le procès de la police nationale* », il n'y aura pas de procès tout court.

Cédric Duval

### Dans la famille Le Pen, je demande...

« *La racaille avait bien mis la banlieue à feu et à sang par plaisir, et non à cause d'une bavure policière* » : c'est ce qu'a déclaré Marion Maréchal-Le Pen, députée FN, à l'annonce de la décision du tribunal de Rennes de relaxer les deux policiers impliqués dans le drame de Clichy-sous-Bois. La petite-fille de Le Pen choisit son camp de la manière la plus insultante et provocante possible. À Clichy, deux jeunes adolescents sont morts, et ils n'étaient pas de la « *racaille* ». Et tous ceux, jeunes et moins

jeunes, qui, à la suite de ce drame, ont déclenché des émeutes qui ont secoué le pays pendant trois semaines ne le faisaient pas par plaisir, mais pour crier leur colère contre une police dont ils subissent les bavures tous les jours.

Au FN, Jean-Marie Le Pen n'a peut-être plus droit à la parole, mais il a trouvé bien vite une remplaçante pour tenir des propos xénophobes et anti-immigrés. La succession est assurée !

C.D.

## Macron : tout bon pour les patrons

Le ministre de l'Économie Macron s'était déjà fait remarquer par une loi du même nom, un copier-coller du programme du Medef. Il vient maintenant de découvrir une vérité profonde de l'économie capitaliste : si rien ne va, c'est que les patrons payent trop d'impôts. Plus précisément, il a déclaré au journal *L'Usine nouvelle* du 13 mai que « *les grands groupes sont en train de partir, car notre politique fiscale leur est devenue inadaptée* ».

Les grands groupes en question, ceux du CAC 40 par

exemple, ne payent déjà en moyenne que 8 % d'impôt sur les bénéfices, alors que le taux théorique de cet impôt est de 33 %. Les champions de l'optimisation fiscale, comme Total, parviennent même certaines années à ne payer aucun impôt sur les bénéfices en France, tout en versant des milliards à leurs actionnaires. Mais, en matière d'impôt, rien n'est encore trop pour les bourgeois.

Il y a aussi les sommes pharamineuses versées aux dirigeants des grandes entreprises, et donc les impôts

que ces forçats du capital sont censés payer en proportion. Macron est fier d'avoir fait baisser l'impôt sur les actions gratuites distribuées, pour des centaines de milliers voire des millions d'euros, à ces quelques PDG de haut vol.

Ainsi, dit le jeune et avenant ministre de l'Économie, les équipes de direction des grands groupes resteront en France. Et elles pourront continuer à le rencontrer pour lui faire des suggestions.

Paul Galois

## Parlement : délégués du personnel connais pas

Les députés et les sénateurs touchent, en plus de leur indemnité, une somme destinée à l'embauche de deux ou trois assistants, qui leur servent de secrétaires et les aident à rédiger des amendements. Ces petites mains ont un syndicat, le SNCP, qui a décidé d'attaquer devant le tribunal administratif pour obtenir

la tenue d'élections... professionnelles, que les parlementaires refusent d'organiser.

Qu'ils soient de droite ou du côté du gouvernement, ils sont trop occupés à démolir le droit du travail pour appliquer à leurs propres salariés les droits qui subsistent encore.

J.S.



# Réforme des collèges : les enseignants en grève disent non !

**Mardi 19 mai, les enseignants ont fait grève et ont manifesté contre les nouvelles attaques voulues par le gouvernement Hollande, rebaptisées « réforme des collèges ». Car ils savent que, derrière les discours prétendument pédagogiques, cette réforme visera, comme toutes les précédentes, à réduire les moyens de l'Éducation nationale.**

Quand Najat Vallaud-Belkacem justifie la fin des options de latin et de grec ou des classes bilangues (anglais, allemand) dès la sixième par une volonté de plus d'égalité entre les élèves, elle mérite bien la colère des enseignants. Car, bien entendu, cette démagogie ne sert qu'à réduire les enseignements proposés, et non à accroître les moyens pour les élèves

en difficulté. Au contraire même.

Dans les faits, pour les élèves, le nombre d'heures de français, de mathématiques et d'histoire-géographie sera réduit et les enseignements de SVT (sciences de la vie et de la terre), de physique-chimie et de technologie fusionnés en un seul en sixième. Avec les heures dégagées dans ces matières, les

élèves seront censés travailler sur des projets pluridisciplinaires avec plusieurs professeurs et en groupe réduit. Mais, pour que le travail en groupe réduit avec les élèves soit possible, il faut augmenter le nombre d'enseignants. Et l'annonce faite par la ministre de 4 000 postes en plus est loin de répondre au problème, car cela représente à peine dix heures par collège.

De plus sur la question des créations de postes, Hollande n'est plus à un mensonge près. Il avait promis de créer 60 000 postes dans l'Éducation nationale. Aujourd'hui, il se vante d'en



Manifestation des enseignants le 19 mai 2015.

avoir déjà créé 35 000. Mais c'est faux. Il n'a créé qu'environ 6 000 postes de titulaires, le reste étant pour l'instant des stagiaires.

Le gouvernement Hollande poursuit en fait la politique du précédent. Sarkozy avait supprimé 80 000 postes dans l'Éducation nationale. Hollande n'en crée que quelques milliers, largement insuffisants au regard de l'accroissement

démographique. Cela fait que le nombre d'élèves par classe, lui, ne cesse d'augmenter. En parallèle, en 2014, le gouvernement a réduit les moyens des zones d'éducation prioritaire, et bien des établissements ont vu leurs heures diminuer cette année. Le gouvernement entend continuer : le décret d'application de la réforme est paru mercredi 20 mai, au lendemain de la grève !

**Marion Ajar**

## L'Histoire à l'école : entre lubies réactionnaires et coupes budgétaires

**La réforme du collège a suscité un débat sur l'enseignement de l'histoire. Politiciens, historiens et autres intellectuels de droite et d'extrême droite, sont partis en croisade contre la perte de repères vis-à-vis de « l'histoire nationale » dans les esprits des élèves.**

Le souci de tous ces gens n'est évidemment pas de mettre la culture la plus large à la portée des jeunes, en tout cas des jeunes des couches populaires. Il est avant tout de saisir une occasion de se faire mousser dans les médias en jouant aux défenseurs de « l'esprit national », et de défendre l'idée qu'il faut avant tout inculquer aux élèves de quoi « faire aimer le pays dans lequel on vit », comme l'a dit carrément un

réactionnaire cathodique.

L'enseignement, notamment de l'histoire, a toujours été orienté de manière à transmettre l'idéologie de ceux qui dominent. Lorsque les religieux contrôlaient tout l'enseignement, il fallait que celui-ci fasse passer la soumission à l'Église. Quand la bourgeoisie républicaine a en partie écarté l'Église et instauré l'enseignement laïque, elle y a fait passer son idéologie. Il

ne s'agissait plus du culte du bon dieu, mais de celui de la patrie, ce que certains historiens appellent aujourd'hui « le roman national ». L'évolution de l'enseignement de l'histoire à l'école a ainsi suivi l'évolution des rapports de force politiques dans la société.

Face à l'offensive de réactionnaires qui pensent qu'hors de l'enseignement de la Bible et de Jeanne d'Arc il n'y a point de salut, il ne faut donc pas croire que l'enseignement dispensé actuellement soit sans tache. D'abord, pour enseigner quoi que ce soit, il faut des moyens, et tous les gouvernements, de droite comme

de gauche, ont consciencieusement travaillé à les réduire, comme ceux de tous les services publics. Les enseignants en sont donc réduits à faire ce qu'ils peuvent. Et puis, sur bien des aspects, les programmes officiels d'histoire sont conservateurs, voire réactionnaires, ne serait-ce que parce qu'ils sont toujours profondément imprégnés d'esprit nationaliste.

Dans cette société, il n'y a pas plus à attendre d'un État qui est celui de la bourgeoisie. Les enfants de travailleurs doivent faire avec, et il en va de la culture comme de la nourriture : quand on a faim, on prend

ce qu'il y a, et c'est mieux que rien. Même entendre parler de Jeanne d'Arc, de Napoléon, voire de la Bible et du Coran, c'est se frotter à la culture, quitte ensuite à apprendre à faire le tri.

Alors, c'est au mouvement ouvrier ou même à tous ceux qui se sentent dans le camp des opprimés d'aider à transmettre toute l'histoire de l'humanité, l'histoire des exploités d'hier et d'ailleurs et de leurs luttes. Car, si la culture ne permet pas d'échapper à l'exploitation, elle peut ouvrir une voie vers la conscience de la nécessité et de la façon de la combattre.

**Pierre Royan**

## Écoles de Seine-Saint-Denis : enseignants en grève contre le manque de postes

**En Seine-Saint-Denis, les enseignants des écoles primaires et maternelles étaient en grève mardi 19 mai. Ils ont manifesté en même temps que ceux des collèges, pour protester contre la situation catastrophique dans le département et réclamer des créations de postes.**

Le précédent ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, n'avait pas été avare de beaux discours lorsqu'il avait lancé sa « refondation de l'école » à la rentrée 2013. Le primaire devait être la priorité des priorités. On mesure aujourd'hui à quel point toutes ces paroles n'étaient

que du vent.

Alors que 16 000 élèves supplémentaires sont prévus à la prochaine rentrée scolaire dans le département, près de 200 écoles n'ont pas obtenu les créations de classes demandées. Les effectifs y dépasseront donc les 27 élèves par classe en maternelle et les 25 en

école primaire.

Le dispositif « plus de maîtres que de classes » devait permettre de mieux répondre aux difficultés rencontrées par les élèves, en affectant un enseignant supplémentaire dans les écoles les plus difficiles. Seulement 10 % des établissements des Réseaux d'éducation prioritaire en auront effectivement un.

Une autre grande priorité affichée était la scolarisation des moins de trois ans. Or à peine 2 % des enfants de cette tranche d'âge

auront une place en maternelle l'an prochain dans le département !

Sarkozy avait supprimé 190 postes d'enseignants spécialisés dans les Réseaux d'aides aux élèves en difficulté (Rased). Le gouvernement socialiste n'en a recréé aucun.

Enfin, le non-remplacement des enseignants malades restera un fléau. Ces dernières années, les parents n'ont cessé de se mobiliser pour réclamer que, lorsqu'un enseignant est absent, les élèves ne soient pas

simplement répartis dans les classes, perdant ainsi une partie de leur scolarité.

Comment s'étonner que des enfants qui ont suivi un enseignement primaire dans de telles conditions puissent, quelques années plus tard, quitter le collège sans avoir vraiment pu profiter de l'enseignement ?

Dans le primaire comme au collège, derrière les beaux discours gouvernementaux se cache la volonté de faire des économies à tout prix.

**Daniel Mescla**

# Reprise économique ? Seuls les riches en profitent

Le 13 mai, l'Insee annonçait que la croissance de l'économie française, mesurée par celle du produit intérieur brut, avait « fait un bond »... de 0,6 % au premier trimestre au lieu du 0,4 % attendu.

Ce serait la progression la plus forte depuis le printemps 2013. Du coup, pour la presse et pour le gouvernement « *la reprise est bien là* » et « *la France est enfin parvenue à accrocher son wagon au train de la reprise mondiale.* » Et après la publication du

chiffre de l'Insee, le CAC 40 s'est envolé, surclassant tous les indices des Bourses européennes.

Ce « rebond » de la croissance de l'économie française serait dû, notamment, à une « forte hausse de la consommation des ménages » grâce

à la chute des prix du pétrole, à la baisse de l'euro face au dollar qui favorise les exportateurs, et à la politique de baisse des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne qui rend l'achat immobilier et l'investissement en Bourse plus accessibles... à ceux qui en ont les moyens. Car les banques ne prêtent qu'aux riches.

Consultés par un

institut de sondage pour savoir ce qu'elles pensaient du chiffre de croissance publié par l'Insee, 70 % des personnes interrogées ont répondu qu'il s'agissait à leur avis d'une amélioration ponctuelle qui ne durera pas. Et pour cause. Car d'amélioration, même ponctuelle, et de « forte hausse de la consommation », l'immense majorité de la population n'en a pas vu

la couleur. Elle est plutôt confrontée au contraire aux plans de licenciements, au chômage, aux restrictions et à l'appauvrissement, autrement dit à l'approfondissement de la crise. Ce que médias et politiciens appellent la reprise est d'abord et surtout celle des profits et des dividendes et ne bénéficie qu'aux plus riches.

Jean-Jacques Lamy

## Le CV anonyme : enterré pour ne pas déplaire au patronat

Un amendement au projet de « loi de réforme du dialogue social » d'origine gouvernementale va supprimer l'obligation, faite aux entreprises de plus de 50 salariés, de se servir pour leurs recrutements de CV anonymes, c'est-à-dire ne mentionnant ni le nom, ni le sexe, ni l'âge, ni aucune des caractéristiques personnelles

pouvant donner lieu à discrimination. C'est l'enterrement annoncé d'une disposition ayant fait l'objet d'une loi votée en 2006, mais jamais appliquée depuis par aucun gouvernement, faute de décret d'application.

Suite à une plainte déposée en juillet 2014 par La Maison des Potes, une association antiraciste, le

Conseil d'État a sommé le gouvernement de réparer cet « oubli ». Valls a alors commandé à un groupe « d'experts et de partenaires sociaux » un rapport sur « la lutte contre les discriminations en entreprise ».

Remis au gouvernement le 19 mai, ce rapport aurait fait, selon la presse, l'objet d'échanges

vifs entre les membres de ce « groupe de dialogue ». Ce qui ne l'a pas empêché de recommander finalement de rendre le CV anonyme facultatif, c'est-à-dire à la libre appréciation du chef d'entreprise. Selon le responsable de La Maison des Potes, « à part le Medef, la CGPME et les représentants du CAC 40, il y avait un consensus de

toutes les organisations de défense des salariés pour demander le décret ». Ce sont pourtant les représentants patronaux qui l'ont emporté. Avec Valls et son gouvernement – comme avec ses prédécesseurs – avec ou sans rapport, ce sont vraiment les patrons qui font... et défont la loi.

J.J.L.

## Affaire Kerviel : une commandante accuse la Générale

Au bout de sept ans, le témoignage d'une policière, relaté par le site d'informations Mediapart, fait resurgir l'affaire Jérôme Kerviel face à la Société Générale.

En 2008, la Société Générale révélait une perte colossale de 4,5 milliards d'euros sur les marchés financiers. Elle en rejetait la responsabilité sur un de ses traders, Jérôme Kerviel, qui aurait, à lui seul, engagé 50 milliards d'euros, soit plus que les fonds propres de la banque. Kerviel reconnaissait sa responsabilité mais affirmait que

sa hiérarchie était parfaitement au courant de ses coups en Bourse et qu'elle l'avait couvert tant qu'il faisait gagner des centaines de millions à l'employeur. Il fut pourtant seul à écoper de cinq ans de prison dont deux avec sursis et de l'obligation de rembourser à la banque les 4,9 milliards perdus. Deux procès confirmèrent sa condamnation

en 2012 et 2014 mais le dernier indiqua que le montant des dommages et intérêts était à revoir.

C'est dans le cadre d'une convocation récente par un juge d'instruction que la commandante de police de la brigade financière, enquêtrice dans cette affaire depuis le début, a révélé qu'elle avait changé d'avis sur la culpabilité du seul Kerviel. Avec le temps, certains éléments de son enquête lui ont semblé suspects. Elle dit avoir été « instrumentalisée » par ceux qui voulaient dédouaner la

banque de toute responsabilité, à commencer par ses dirigeants eux-mêmes, qui choisissaient les témoins à lui présenter, refusaient certaines réquisitions, tronquaient des enregistrements de leurs conversations avec Kerviel, faisaient pression sur les cadres ou leur offraient de confortables primes de départ pour s'assurer de leur silence. Quant au parquet de Paris, selon Mediapart, il aurait tout fait pour enterrer l'affaire.

Que Kerviel n'ait pas agi seul, chacun pouvait

s'en douter : quel banquier abandonnerait 50 milliards à un jeune trader pour jouer sans surveillance sur le tapis du casino mondial ?

Les révélations de l'enquêtrice permettront peut-être à Kerviel de faire réviser son procès. En tout cas elles risquent d'agiter le monde des affaires et leurs protecteurs dans la machine étatique. On est loin de la levée du secret bancaire mais l'affaire en souligne la nécessité.

Sylvie Maréchal

## Fil rouge

### D'où vient l'argent ?

Selon les données que les banques européennes ont rendues publiques, on apprend que, en 2014, la BNP a payé à 149 personnes des salaires de plus d'un million d'euros – en fixe et en variable est-il précisé – et la Société Générale à 109. À l'échelle européenne, les banquiers français font pâle figure. La Deutsche Bank, en Allemagne, détient le record avec 816 salariés millionnaires en 2014.

En fait d'employés de banque, ce sont

évidemment de hauts cadres, de directeurs, de traders, etc, qu'il s'agit. Leurs rémunérations ont de quoi scandaliser mais ne sont que la partie émergée d'un iceberg, de la fortune qu'accumulent les gros actionnaires ou les riches clients des banques qui les emploient et les récompensent de leurs services par ces généreux pourboires.

### Le mariage homosexuel, casus belli des protestants ?

L'Église protestante unie de France vient

d'accepter de bénir les mariages homosexuels. À défaut d'être en avance sur son temps, elle suit au moins les évolutions sociales et légales. Mais c'était sans compter le Conseil national des évangéliques de France (CNEF) – tout aussi protestant – qui s'est indigné d'une position jugée « consternante ». Le CNEF, qui dit exprimer une « voix libre » et « ne pas simplement suivre les tendances de la société », rappelle que l'homosexualité est une « pratique condamnée sans équivoque par la Bible ».

Cela rappelle au moins qu'entre catholiques, protestants, musulmans et autres, l'intégrisme religieux sévit partout.

### Quand Amazon fraude la Sécurité

Selon *L'Humanité* du 18 mai, Amazon, dans son entrepôt de Sevrey (Saône-et-Loire), préfère oublier les accidents du travail. Ainsi elle déclare à la Sécurité sociale que la sciatique d'un manutentionnaire, contractée après avoir passé une journée accroupi dans l'entrepôt, est « sans lien

avec le travail ». Et la direction menace le salarié accidenté, démissionnaire, de parler de lui aux employeurs du coin.

La direction de l'établissement veut ainsi réduire les pénalités à payer à la Sécurité sociale. Le salarié a tout à y perdre en termes d'indemnisation. De telles pratiques patronales sont banales, et pas seulement dans les entreprises américaines. Renault, PSA, Michelin et quelques autres en sont coutumières. Une vraie « fraude sociale » de grande ampleur, et en col blanc.



Samedi 23, dimanche 24, lundi 25 mai à Presles

# Bienvenue à la Fête de Lutte Ouvrière

Le monde capitaliste se montre pour ce qu'il est : un monde de crise, de misère et, de plus en plus, de guerre. Chaque jour, des milliers de personnes traversent les mers pour fuir leurs pays devenus invivables. Cependant les dirigeants de la planète se satisfont bruyamment de leurs ventes d'engins de mort et de leurs manœuvres sur l'échiquier du Moyen-Orient, pour maintenir les positions de leurs compagnies pétrolières. Ici même, il faut lutter contre le patronat et le gouvernement qui est son serviteur docile. Mais il faut aussi être en mesure, à terme, d'opposer à cette société capitaliste la force de la classe ouvrière. Elle est la seule à pouvoir ouvrir une perspective de changement vers une société qui ne soit plus basée sur la recherche du profit, mais sur la solidarité entre les hommes. Que ces trois jours de fête, de débats, de spectacles, de détente dans une ambiance fraternelle soient un avant-goût de la société vraiment humaine qu'il faut construire !

La Fête sera ouverte du samedi 23 mai à 11 heures jusqu'au soir à 23 heures, puis sans interruption du dimanche matin 9 heures au lundi 25 mai à 20 heures.

## Pour revenir sur Paris

- **Par le train** : 37 minutes depuis la gare de Presles-Courcelles, à 900 m de la Fête. Le pass Navigo, dézonné, permet de circuler gratuitement. Sinon, le prix du trajet plein tarif est de 5,80 €. Départ toutes les heures, à 9h47, 10h47... jusqu'au dernier train, samedi et dimanche à 23h47, lundi à 22h47.
- **Avec les autocars gratuits** : navette jusqu'au métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) pendant les horaires d'ouverture de la fête. Départ toutes les 20 minutes en journée, toutes les heures environ durant la nuit du bal.

## Les bons d'achat LO

Pendant les trois jours, euros et bons d'achats LO peuvent être indifféremment utilisés dans l'enceinte de la Fête. Ceux qui ont acheté ces bons d'achat à l'avance bénéficient d'une réduction de 20 % sur tous les achats. Il n'y a pas de distributeur de billets de banque dans la Fête.

## Sortie provisoire

Lorsque vous entrez dans la Fête, le coupon du jour est ramassé. Pour une sortie provisoire, demandez le tampon qui permet de revenir sur la Fête.

Les habitants de Presles acceptent d'accueillir notre Fête. Aidez-nous à la faire apprécier en respectant les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner.

## Demandez les programmes

Outre ce programme principal, plusieurs dépliants sont à votre disposition dans tous les stands Lutte Ouvrière-Renseignements, détaillant lieux et horaires des multiples animations :

- Les cinémas • Sciences en Fête • Les animations dans les allées • Les débats de la Fête • Le Village médiéval • La Cité des Arts • L'Arboretum

fete.lutte-ouvriere.org  
Le programme de la fête



Meeting avec Nathalie Arthaud à 15 heures dimanche et lundi

## Au Grand Podium

### Samedi

14h PAUL EXPLOIT, chansons de gouttière pour rêver et résister  
16h30 EL GATO NEGRO, cumbia latino cubaine  
20h30 ARCHIMEDE groupe de rock français



Dimanche, dans les allées, trois marionnettes géantes africaines, Les Mamas

### Dimanche

14h15 NATALIA DOCO, Chanteuse argentine pop  
15h45 HAKAMOB sur la grande pelouse  
16h00 LES BLEROTS DE R.A.V.E.L «Happy End Tour», chansons françaises à l'énergie cuivrée  
18h15 STEPHANE RICHEZ, chanson française  
20h45 R.I.C. (ROOTS INTENTION CREW) World music détonante, flamenco, gipsy, hip-hop

### Lundi

13h30 Compagnie JOLIE MOME, «Paroles de mutins», chansons contestataires théâtralisées  
16h30 MARTYMUSICSHOW, musique festive indépendante

Certains artistes dédicaceront leurs CD et DVD au stand Disques situé à proximité du Grand Podium. Ils ne peuvent être réglés en bons d'achat, mais seulement en espèces ou en chèques.

## Au Théâtre de Verdure

### Samedi

15h30 LA RABIA, chants de lutte, rock de classe  
17h45 *Le rendez-vous du 18 mars* pièce de théâtre par les AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS 1871  
18h45 *Cabaret Lyrique* par la C<sup>ie</sup> SOLEIL DE NUIT  
21h SAM SOUL, reprises des années 70  
Dimanche  
11h30 *Le Marécage des cygnes* opéra déjanté, par LES MOYENS DU BORD,

13h30 URBAIN LAMBERT, blues country francophone  
16h15 *Élise ou la vraie vie*, pièce de théâtre adaptée du roman de C. Etcherelli, mise en scène et jouée par Eva Castro (*puis débat au forum du Roman à 17h30*)  
18h30 JEF SICARD (sax), C. BARTHÉLEMY et P. SEDOC (guitares) P. MANGEARD (drums), M. BERAUER (contrebasse) *hommage au Colossus* Sonny Rollins, jazz

21h30 THE MOONLIGHT SWAMPERS, standards rock

### Lundi

11h30 LE CHAÎNON MANQUÉ, chansons françaises  
13h30 RUE DE NANCY, rock  
16h15 *Le Marécage des cygnes* opéra déjanté, par LES MOYENS DU BORD  
17h45 BLUES NON STOP, blues

## À la Guinguette

### Samedi

12h30 Blues Non Stop  
• 15h Chœur Églantine, chorale : chants de lutte – 16h Mathieu Barbances, chansons • 17h Cositas Buenas, musique Latino • 18h GARL, rock • 19h30 Jean-Claude Gombault, variétés et musette • 21h Gumbo Combo, rockabilly

### Dimanche

9h30 Piano/violoncelle  
• 13h Pervin, chansons turques et kurdes • 14h Auber Babel, chorale : chants du monde • 16h Tout Sourire, rock-ska-roots • 17h Les amis de Tsuica, musique des Balkans • 18h30 Bonnets M, Boy Band

Disco • 20h Jean-Claude Gombault, bal musette

### Lundi

9h30 Piano/violoncelle • 10h45 Ça dénote, chorale • 12h Flying Goose Band, standard de jazz • 13h30 Rouge Java chansons populaires • 17h30 Rouge Folk, danse folk



# Tous les stands

## Place de l'Églantine

- 1 Badge avenue (badges politiques et fantaisie)
- 2 Cartes postales (EDF)
- 3 Kiosque de l'Églantine
- 4 Sous les pavés... les pages (livres d'occasion)
- 5 Le ballon de la Fête

## Allée de la Diane

- 6 Mini golf
- 7 Bowling
- 8 Tir à plomb
- 9 Tir à l'arc (Sanofi Vitry-sur-Seine)
- 10 Halle aux jeux
- 11 The Spark (USA)
- 12 Old West Diner
- 13 Orienté-vous (Allier)
- 14 Podium Broadway Music Hall

## Place du Grand Podium

- 15 Les mots fléchés (La Poste Paris 17)
- 16 Le serpent à lumière
- 17 Accueil Nord
- 18 Chorba, thé, gâteaux (PSA Poissy Saint-Ouen)
- 19 Aux moules-frites
- 20 Disques
- 21 Le manège enfantin
- 22 Arbalètes
- 23 La mare aux canards
- 24 Marionnettes
- 25 L'actualité vue par les dessinateurs de presse
- 26 Expo photos : regards croisés sur le monde ouvrier
- 27 Halle aux jeux du cèdre
- 28 À vos pinceaux! (Metz)
- 29 Quiches et tartes lorraines (Sovab Renault)
- 30 BRAsserie + BRA-Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne UCI)
- 31 Accueil Est
- 32 Accueil Bourgogne
- 33 La fondue
- 34 Aux mollets d'acier
- 35 Barbe à papa
- 36 Jus de fruits - milk-shakes
- 37 Escargots
- 38 Crêpes canadiennes
- 39 Bonbons
- 40 Harengs de la Baltique
- 41 Fraternité à la menthe
- 42 Flammekueche (Strasbourg)

## Place Karl Marx

- 43 Gaufres de Liège et bières belges fruitées
- 44 Dédicaces
- 45 Au partage des profruits
- 46 La Dolina (Solystic Bagneux)
- 47 Accueil des tout-petits
- 47 bis Gargote des tout-petits
- 48 Seiche and'ouillette (Sneema Gennevilliers)
- 49 Brin de fantaisie
- 50 Lutte Ouvrière Hôpitaux
- 51 Accueil Le Mans, Chartres
- 52 Sardines grillées

## Esplanade du Château

- 53 Maffé
- 54 UATCI-Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes (Afrique-UCI)
- 54 bis Animations
- 55 Sinif Mucadelesi (Turquie-UCI)
- 56 Café turc
- 57 P'tit déjeuner du port (Breakfast)
- 58 Pizza, aioli
- 59 Soupe aux choux
- 60 Accueil Sud-Est
- 61 L'Internazionale (Italie-UCI)
- 62 OTR-Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (Haïti-UCI)
- 63 Marmite haïtienne
- 64 Combat Ouvrier (Antilles-UCI)
- 65 Menus d'Isles

## Place de la Guinguette

- 66 Mur d'escalade
- 67 Le cageot fol
- 68 L'arbre aux singes
- 69 Indoustand (RATP)
- 70 Île de La Réunion
- 71 La Guinguette
- 72 Café de la Guinguette (CAF)
- 73 Barbouille
- 74 Couscous
- 75 Échec et Marx ! (échecs, go, jeux de stratégie)
- 76 Préhistoire
- 77 Le bas-fourneau
- 78 Tir à la patate (Banque de France)
- 79 Annoncez la couleur (RATP)
- 80 Minéraux
- 81 La coupe est pleine
- 82 Accueil Champagne - Ardenne
- 83 Ici... on bulle

## Allée de la Libération des femmes

- 84 Tipi
- 85 Fléchettes
- 86 Accueil Centre (Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers, Limoges)
- 87 Jambon du Morvan
- 88 Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)
- 89 Accueil Tours - Angers - Poitiers - Cholet
- 90 Dolce Vita

**Feu d'artifice**  
devant le Château  
dimanche 24 mai  
à la nuit tombée

**Exposition photos**  
Regards croisés sur  
le monde ouvrier  
Photographies des Archives  
nationales du monde  
du travail de Roubaix  
Stand 26

**Abonnement spécial Fête**  
Abonnement promotionnel à notre hebdomadaire *Lutte Ouvrière* et à notre mensuel *Lutte de Classe* : 20 euros pour six mois

## Esplanade des Sciences

- 102 Express café (Sanofi)
- 103 Charlottes (La Poste Paris)
- 104 Billard
- 105 Bowling (La Poste Paris 14)
- 106 Le temps des fraises (Services Financiers de la Poste Paris Île-de-France)
- 107 Karaoké (Creil)
- 108 Confit social
- 109 Brick à l'oeuf

## Cité politique

- 112 Fraction L'Étincelle
- 113 Socialist Fight - Grande-Bretagne
- 114 Courant International Socialisme ou Barbarie - Nuevo MAS
- 115 Pathfinder
- 116 Prospettiva Marxista - Italie
- 117 Tendance bolchévique Internationale
- 118 FT-QI (Fraction trotskyste-Quatrième Internationale)
- 119 Tendance Marxiste Internationale Section française
- 120 Initiative Communiste Ouvrière

## Nouvelles parutions

Deux témoignages écrits par des camarades de *Lutte Ouvrière* et de *The Spark* (USA)  
*La catastrophe d'AZF : Total coupable*  
*Un sinistré «sans fenêtre»* raconte, de Jean-François Grelier  
*De l'Alabama à Los Angeles et à Detroit*  
*Toute ma vie j'ai lutté* de Sam Johnson

## Échec et Marx

Dimanche 16 h,  
Jean-Philippe Karr, maître international, jouera une simultanée contre 20 joueurs  
Stand 75

## Pour les enfants, tout est prévu

À la Fête, les enfants peuvent se promener en toute sécurité. Ils profitent de nombreux jeux et animations : une **Carte orange** gratuite permet de n'en rater aucun.  
Les parents peuvent laisser leurs enfants s'amuser dans deux espaces protégés :  
• **La Cité des jeunes**  
Animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés.  
• **La Garderie**  
Les bébés (au-dessus de trois mois) y sont accueillis par des camarades compétents et attentifs.  
• **Lâcher de ballons** : dimanche à 14h30 à côté du manège.

## La Cité des Arts

L'art sous toutes ses formes de façon abordable et ludique avec spectacles-conférences et ateliers : l'opéra - le groupe Octobre de Prévert - le théâtre de Shakespeare, avec comédiens et chanteurs lyriques - la technique vocale - la danse moderne - le dessin et la peinture sur toile - le modelage et la sculpture de gargouille médiévale - la musique contemporaine - les cathédrales gothiques - les films d'animation - la perspective en peinture - la fabrication des couleurs - la vie et l'œuvre de Rembrandt, de Rodin...

## Les librairies

- La grande Librairie du château: plus de 1 500 titres différents, livres de poche, documents, témoignages, histoire du mouvement ouvrier, romans
- La cité du Roman: des romans, récents ou classiques, par thème ou par pays
- La librairie de la cité des Sciences
- La librairie de la Cité politique: toutes les publications de LO
- Les livres d'occasion: Sous les pavés, les pages
- Les librairies des stands de nos camarades des Antilles, d'Afrique, d'Haïti et d'ailleurs...

## Au Village médiéval

- On pourra se restaurer aux stands Brochettes, Petit salé aux lentilles, Galettes saucisses, se désaltérer à la Buvette médiévale... et assister aux spectacles :
- La Farce du Cuvier: samedi 13h30 et 20h, dimanche 13h et 19h, lundi 11h
  - Le Procès du cochon: samedi 18h30, dimanche 17h, lundi 14h
  - Les chanteries de Jacquou le Trouvère: samedi 21h, dimanche 11h30, lundi 12h30
  - Les voleurs de feu: samedi et dimanche à partir de 21h30
  - Bal folk avec Big Jean's: dimanche 22h
  - Concert des Derniers Trouvères et danses: lundi 16h

**Nos amis les chiens**  
Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête. Sauf bien entendu les chiens-guides d'aveugles ou d'assistance aux handicapés.

## Pour camper

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la Fête, et le camping sauvage est interdit.  
Nous avons prévu un emplacement à l'intérieur de la Fête mais attention: nous ne pouvons offrir qu'un nombre de places très limité, et des conditions de confort très précaires. Dans la mesure du possible, nous souhaitons réserver ces places à ceux qui viennent de loin.



## Forums et débats

détails et compléments dans le dépliant *Forums et débats*

### Avec des militants Lutte Ouvrière de l'automobile

Dimanche à 11 h 30 au chapiteau Karl Marx : la politique antiouvrière du gouvernement et des patrons de l'automobile

**Des forums sur le Front national, la Grèce de Syriza, l'impérialisme en Afrique, l'islamisme politique, l'Ukraine, les révoltes ouvrières dans la Caraïbe des années 1930, le 50<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Malcolm X...**

### débat LO-NPA

dimanche à 18h à la Cité politique

## Au chapiteau Karl Marx

### Samedi

15 h - **Henriette Asséo** et **Idit Bloch** : Les Tziganes, les Roms, une destinée européenne

16 h - **Marie Cécile Plà** (RESF) : Les papiers, le combat de la dignité

17 h - **Désirée et Alain Frappier** : *Le choix* (d'avoir un enfant ou pas) : histoire d'un combat en BD

19 h - **Marc Peschanski**, biologiste : L'industrie pharmaceutique

20 h - **Jean-François Grelier** : auteur de *Catastrophe AZF : Total coupable*

### Dimanche

13 h - **Pierre Lemaitre**, auteur de *Au revoir là-haut* (prix Goncourt 2013)

14 h - **Nathalie Ferré**, GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés) : les non-droits des étrangers

16 h - **Judith Carpenter**, éditrice du témoignage du militant trotskyste américain Sam Johnson *Toute ma vie, j'ai lutté*

17 h - **Judith Magre**, comédienne, lira des extraits de *Toute ma vie, j'ai lutté*

19 h - **Serge Deruette** pour son livre *Jean Meslier, curé athée, matérialiste, communiste et révolutionnaire (1664-1729)*

20 h - **Emmanuel Blanchard** (GISTI) : la guerre aux migrants.

### Lundi

11 h - **Marie-Laure Dufresne-Castets** (avocate) et **Pascal Moussy** (juriste du travail) : les reculs continus dans le droit du travail

12 h - **Alain Carré**, de l'association Santé et médecine du travail : menaces sur la prévention des risques

13 h - **Annie Thébaud-Mony**, de l'association Henri Pezerat Travail-Santé-Environnement et auteure du livre *La science asservie*

14 h - **Daniel Kupferstein**, réalisateur du documentaire *Les balles du 14 juillet 1953* et **Maurice Rajsfus**, auteur du livre *1953 : un 14 juillet sanglant*

16 h - **William Blanc** et **Christophe Naudin**, auteurs de *Charles Martel et la bataille de Poitiers*

## Au chapiteau Friedrich Engels

### Samedi

14h - Film *Du fer à la finance, l'empire de Wendel* • 15h30 - débat avec les réalisateurs **Marlène et Patrick Benquet**

16h - Film *Les Insoumis* de M. Donskoï • 17h30 - débat avec **Valérie Pozner** • 18h30 - Film *PSA : Les mots de la fin* de F. Raymond et L. Fossard • 19h30 - débat avec des travailleurs de PSA.

### Dimanche

10h30 - Film *La guerre de l'ombre au Sahara* de B. Cohen et E. Nadler • 11h30 - débat avec les militants de l'U.A.T.C.I. • 12h30 - Film *Miners Shot down* de R. Desai (massacre des mineurs de Marikana) suivi d'un débat • 16h - Film *Salut et Fraternité, des images selon René Vautier* de O. Brun Moshetti • 17h - débat avec **Louissette Fareniaux** • 18h - Débat avec **Thomas Lilti**, réalisateur du film *Hippocrate* • 19h45 - Débat avec **Laurent Colantonio**, historien, à propos du film *Jimmy's Hall* • 20h30 - Film *14/18 des armes et des mots* de J. Peter • 21h30 - débat avec **Rémi Adam**

### Lundi

14h - Débat avec **Mireille Le Van Ho**, auteure de *Des Vietnamiens dans la grande guerre - 50 000 recrues dans les usines françaises*

## À la Cité des Sciences

### Les débats

#### Samedi

13h30 - **Annick Jacq** (biologiste) : la biologie de synthèse • 15h - **Hubert Krivine** (physicien) : de l'atome imaginé à l'atome découvert • 16h30 - **Fanny Rybak** (biologiste) : comment les animaux communiquent • 18h - **Fabienne Malagnac** (microbiologiste) : les champignons • 19h30 - **Sylvain Chaty** (astrophysicien) : balade dans l'Univers • 21h - **Francis Hallé** (botaniste) : l'histoire des dernières forêts primaires précédée du film *Il était une forêt*.

#### Dimanche

10h : **Mohammed MOUDJOU** (biologiste) : le « prion » : un nouveau concept en biologie (Alzheimer, Parkinson) • 11h30 - **André Langaney** (généticien) : l'espèce humaine, 1000 siècles d'immigration clandestine • 13h30 - **Allan Sacha Brun** (astrophysicien) : notre mystérieuse étoile, le Soleil • 16h - **Étienne Klein** (physicien) : Univers, les grandes questions • 18h - **Franck Perez** (biologiste) : voyage dans nos cellules vivantes • 19h30 - **Jean-Philippe Uzan** (astrophysicien) : faut-il changer notre représentation de l'Univers ? • 21h - **Marc Peschanski** (biologiste) : les thérapies géniques.

#### Lundi

10h30 - **George Teutsch** (chimiste) et **André Ulmann** (médecin) : les tribulations de la découverte de la pilule abortive • 12h - **Aziz Ballouche** (géographe) : L'Homme, artisan des paysages • 13h30 : **Hélène JAMMES** (biologiste) : projet parental : l'épigénétique intervient aussi • 16h - **Thierry Foglizzo** (astrophysicien) : naissance et explosion d'étoiles.

### Parmi les miniconférences

L'évolution de l'évolution • Le chaos ce n'est pas l'anarchie, c'est révolutionnaire • Comment se déplacer dans l'Espace • Rosetta, Philae, Tchoury, un voyage dans l'espace et dans le temps • 1834: l'ordinateur inventé un siècle avant son heure • Quand je vais sur Internet, à quel moment suis-je surveillé • L'accélérateur du CERN investigate la matière • Féminin-masculin, quel genre de différences • Le plastique c'est fantastique • La géothermie est-elle une ressource d'énergie renouvelable • Dessiner en perspective • Du chou-fleur à la côte bretonne, les fractales • Magnétisme : la science face aux charlatans • La loi des grands nombres est dure, mais c'est la loi • Coïncidences et probabilités : les mathématiques contre le paranormal • Faut-il avoir peur des vaccinations...

### La Roulotte de la Science

Animations scientifiques itinérantes

## Arboretum

• Quatre promenades commentées de 50 minutes dans un sentier aux 110 espèces d'arbres : L'arbre, quel être étonnant ! - Les arbres voyageurs - Reconnaître un arbre avec ses cinq sens - L'arbre des poètes et des conteurs.

• Expositions : Arbres remarquables d'ici et d'ailleurs - Collection de bois des forestiers de Grignon

#### Conférences

• dimanche 13h : **Francis Hallé**, botaniste, spécialiste des arbres et de l'écologie des forêts

• lundi 12h15 : **Georges Feterman** président de l'association A.R.B.R.E.S (arbres remarquables).

## Au temps de la Préhistoire

Pour voyager sur les traces de nos origines

#### Des conférences :

• samedi à 17h : **Jean-Luc Piel Desruisseaux** (préhistorien) : sur les traces des « premiers Parisiens »

• dimanche à 16h : **Lounes Chikhi** (généticien) : retracer notre histoire grâce à la génétique, de Neandertal aux premiers agriculteurs

• lundi à 13h30 : **Claudine Karlin** (archéologue) : la vie des chasseurs de rennes il y a 14 000 ans à Pincevent, en Seine-et-Marne

• Un chantier de fouille grandeur nature • Un bas fourneau en fonctionnement • Une exposition commentée : l'histoire de nos origines • Des ateliers : allumer le feu - tailler le silex - s'habiller en homme préhistorique.

## Cinémas

*Deux jours, une nuit* (J.-P. et L. Dardenne) - *Samba* (É. Toledano et O. Nakache) - *Leviathan* (A. Zvyagnitsev) - *Le procès de Viviane Amsalem* (S. et R. Elkabetz) - *Black coal* (Yi Nan Diao) - *Discount* (L.-J. Petit) - '71 (Y. Demange) - *Les combattants* (T. Cailley) - *La famille Bélier* (É. Lartigau) - *The Cut* (F. Akin) - *L'Enquête* (V. Garenq) - *Jimmy's hall* (K. Loach) - *Hippocrate* (T. Lilti) - *Timbuktu* (A. Sissako) - *Les balles du 14 juillet 1953* (D. Kupferstein) - *Les messagers* (H. Crouzillat et L. Tura)

#### Cinéma en plein air

(Esplanade des sciences) Dans la nuit de dimanche à lundi, si le temps le permet 23h : un film surprise (consulter le programme des cinémas) vers 1h : *Sacco et Vanzetti* (G. Montaldo)

## Expositions...

- Il y a 120 ans, quand la CGT était révolutionnaire
- La longue lutte des Noirs américains
- Grèce : la population refuse l'austérité
- Les interventions françaises en Afrique
- Irak : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme
- Des expositions historiques sur les luttes du mouvement ouvrier
- Sur la situation sociale dans les pays où nos camarades interviennent
- L'actualité vue par les dessinateurs de presse

## Le Parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre, homologué, pour se faire peur en toute sécurité. Sous la surveillance de moniteurs diplômés. Tyroliennes, ponts de singe, échelles, filets... Émotions garanties. Accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m), Tarif : 4 euros.

## Le Carrousel de la connaissance : « L'humanité à la conquête de l'espace »

Des premiers astronomes et de leurs cartes du ciel, aux sondes qui aujourd'hui explorent l'univers un voyage audiovisuel de 45 minutes sous un chapiteau tournant.



# Burundi : révolte contre un pouvoir corrompu et répressif

Depuis bientôt un mois, les manifestants affrontent la police à Bujumbura, la capitale du Burundi. Ils veulent empêcher l'actuel président, Pierre Nkurunziza, de briguer un troisième mandat. Une partie de l'armée a tenté de profiter de l'occasion pour s'emparer du pouvoir par un coup d'État le 13 mai, mais elle a échoué. Cependant les manifestations contre Nkurunziza ont aussitôt repris, plus durement réprimées. Les manifestants, accusés d'être complices des putschistes, doivent désormais affronter des militaires lourdement armés.

Pierre Nkurunziza est au pouvoir depuis 2005. Il détourne avec son clan une grande partie des richesses du pays, l'un des plus pauvres du monde. En octobre dernier, un scandale avait ainsi éclaté à propos de l'octroi sans appel d'offres d'une licence d'exploitation du nickel à une société sud-africaine. Celle-ci avait en retour versé de l'argent sur le compte présidentiel « Appui aux bonnes initiatives » et fait cadeau à sa femme d'un somptueux

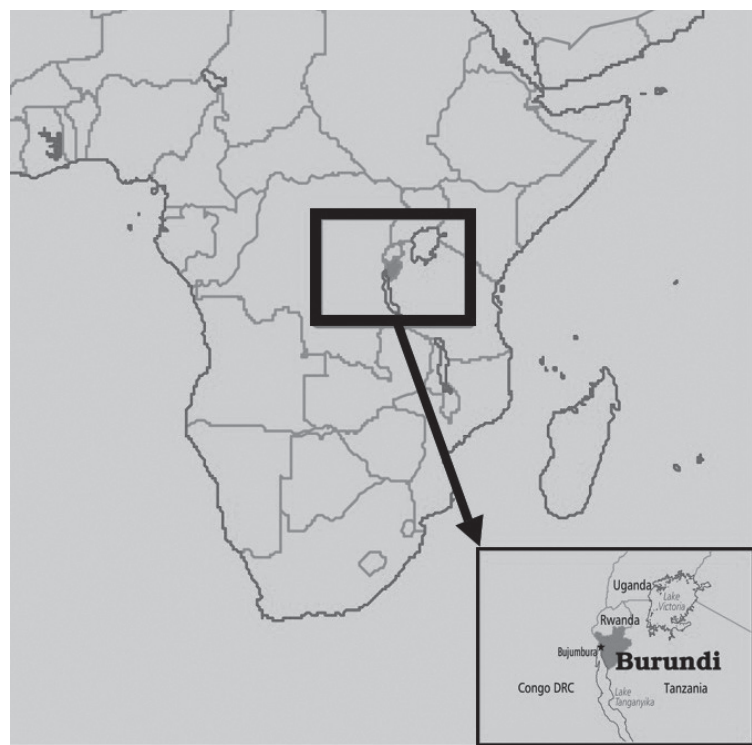
véhicule. L'achat d'un avion présidentiel, avec des fonds destinés à équiper les soldats burundais intervenant dans la mission de l'Union Africaine en Somalie, a lui aussi défrayé la chronique.

Nkurunziza fait régner la terreur. De nombreux opposants ont été assassinés. La milice de jeunes du président, les Imbonerakure, impose sa loi dans les quartiers et les villages, où elle marque en ce moment les portes des opposants, les

désignant ainsi à un futur massacre. Dans ces conditions, plus de 100 000 Burundais ont déjà fui vers les pays voisins, Rwanda, Tanzanie ou République démocratique du Congo.

Aujourd'hui, Nkurunziza s'accroche au pouvoir et à la source de revenus qu'il signifie. Les grandes puissances, et notamment les États-Unis, s'en inquiètent. Elles ne souhaitent pas voir se reproduire un scénario semblable à celui du Burkina Faso, où l'obstination du président Bozizé avait abouti à une insurrection populaire. Comme ailleurs en Afrique, elles préféreraient réussir à persuader les dictateurs en place de passer en douceur le relais à d'autres hommes prêts à servir l'impérialisme, quitte à s'enrichir au passage, et il n'en manque pas.

Mais, pour la population, le problème est tout autre. Pour se débarrasser de ce régime corrompu,



il s'agit d'abord de ne pas se laisser diviser, notamment entre Hutus et Tutsis. Comme au Rwanda, qui formait avant l'indépendance en 1962 une seule colonie avec le Burundi, les anciens colonisateurs belges ont attisé les oppositions ethniques. En octobre 1993, le coup d'État pendant lequel avait été assassiné le président hutu Melchior Ndadaye avait plongé le pays dans une guerre civile qui avait précédé celle du Rwanda voisin. Les rivalités entre les deux communautés avaient été exacerbées par les dirigeants politiques et, lorsque le

conflit se termina en 2005, des centaines de milliers de Burundais avaient péri.

Ces oppositions semblaient avoir été surmontées ces dernières années, mais l'entourage de Nkurunziza tente de les attiser à nouveau, stigmatisant par exemple les quartiers révoltés comme des repaires de Tutsis.

Nkurunziza semble prêt à tout pour garder le pouvoir. Mais malgré la répression, nombreux sont ceux qui ne veulent pas lui accorder de sursis et sont prêts à risquer leur vie dans la rue pour le dire.

Daniel Mescla

## Asie du Sud-Est : migrants méprisés par tous

La marine thaïlandaise a refoulé, vendredi 14 mai, un navire avec à son bord 300 migrants, hommes, femmes et enfants, affamés et malades. Refusant de les accueillir, les autorités se sont contentées de larguer des vivres en mer par hélicoptère.

Cela fait plusieurs semaines, voire plusieurs mois, que des bateaux surchargés de migrants dérivent ainsi au large des côtes d'Indonésie, de Malaisie et de Thaïlande. Ils seraient au total plusieurs milliers à se retrouver coincés en pleine mer après avoir été abandonnés par leurs passeurs, épuisés et en proie aux maladies

et à la malnutrition, dans de « véritables camps offshore », suivant l'expression d'une représentante d'une ONG locale.

La crise actuelle aurait été provoquée par le durcissement de la lutte contre les filières d'immigration illégales en Thaïlande, point de passage habituel des clandestins. L'accès aux côtes de ce pays étant

devenu plus difficile, les passeurs abandonneraient plus souvent les navires surchargés d'immigrants en pleine mer d'Andaman ou dans le détroit de Malacca.

Beaucoup de ces migrants sont issus de la minorité musulmane de Birmanie, les Rohingyas. Ceux-ci sont victimes d'une politique discriminatoire de l'État birman qui refuse de leur reconnaître la nationalité, même quand ils vivent dans le pays depuis plusieurs générations. Fuyant les persécutions, 150 000 d'entre eux

auraient quitté le pays depuis 2012, et 25 000 depuis le début de l'année.

Mais, comme dans beaucoup d'autres régions du monde, ces déplacements massifs de populations sont la conséquence de la misère et du sous-développement. Beaucoup de ces migrants viennent des zones les plus pauvres, en particulier du Bangladesh, espérant trouver une vie meilleure dans d'autres pays de l'Asie du Sud-Est. Une fois en Malaisie, certains migrants tentent de poursuivre le voyage, si possible vers l'Australie.

La brutalité des méthodes utilisées par les gouvernements thaïlandais, malaisien et indonésien a de quoi choquer. Mais bien des États se prétendant civilisés et démocratiques ont des méthodes similaires. Dans la région, l'Australie a repoussé de la même façon des bateaux chargés de clandestins en dehors de ses eaux territoriales. Et, au même moment, les dirigeants de l'Union européenne font preuve d'un mépris criminel vis-à-vis des migrants en Méditerranée.

Marc Rémy

## Israël-Palestine : des soldats dénoncent les massacres de civils

L'ONG israélienne *Breaking the silence* (Rompre le silence) a publié des témoignages de soldats ayant participé à l'opération Bordure protectrice menée par l'armée israélienne à Gaza durant l'été 2014. Ils mettent en évidence la façon dont la hiérarchie militaire a encouragé le massacre de civils palestiniens.

« Le chef de bataillon nous a réunis pour nous briefer : « Il y a un cercle imaginaire de 200 mètres autour de nos forces. Si on voit quelque chose à l'intérieur, on a le droit de tirer. » J'étais le seul à trouver ça bizarre. On n'enquêtait pas sur la cible, comme on me l'avait enseigné pendant la formation », a témoigné un jeune soldat.

Les instructions étaient claires : « Quelle que soit la personne repérée, armée ou désarmée, peu importe. Les instructions étaient très claires. Toute personne qui entre dans le secteur, que vous voyez de vos yeux, tirez pour tuer. C'est une consigne explicite. »

Un autre a raconté comment, près d'une route, des

soldats se livraient à un jeu meurtrier en visant les véhicules : « Le commandant a dit : « Ok, rendez-moi fier. » On a parié entre nous, mais c'était trop dur, personne n'a réussi. Il y avait un cycliste. J'ai tiré à côté et devant lui. Je l'ai pas vraiment ajusté. Il a détalé si vite, plus vite qu'Armstrong, que tout le monde a ri. C'est l'épisode

dont j'ai le plus honte. (...) J'ai visé des cibles civiles, parfois juste pour le plaisir. »

Au total, 2 220 Palestiniens, dont au moins 1 500 civils, ont été tués au cours de l'opération Bordure protectrice, selon l'ONU. Et, ces témoignages le confirment, le massacre a été délibéré.

Hélène Comte



# Turquie : la grève s'étend dans l'automobile

Depuis le 14 mai, les 5 000 travailleurs de la plus grande usine de Turquie, Renault Oyak, sont en grève. Ils occupent l'usine jour et nuit, week-end compris. À leur tour, les 4 500 travailleurs de l'usine Tofas, du groupe Fiat, ont commencé une grève avec occupation. Ils ont été suivis par les 2 000 ouvriers de Coskunoz et les 1 200 de Mako, deux équipementiers de Renault. Ces usines se trouvent dans l'immense zone industrielle de la plaine de Bursa, où travaillent 300 000 ou 400 000 ouvriers, principalement dans l'automobile ou sa sous-traitance.

Le principal objectif des travailleurs en grève concerne le salaire. La devise, la livre turque, ayant chuté de plus de 25 % en un an, les salariés ont perdu plus de 20 % de pouvoir d'achat sur la même période, les accords signés par le patronat et le syndicat ne proposant qu'une augmentation symbolique de 3%. La contestation grandissait déjà depuis plusieurs semaines parmi les ouvriers de Renault, qui s'entendaient répondre, aussi bien par les patrons que par les dirigeants syndicaux de Türk-Metal, lié à la confédération propatronale Türk-is, que les accords étaient désormais signés et qu'on reverrait cela... dans trois ans. C'était une provocation de plus, les accords habituellement signés entre Türk-is et les patrons de l'industrie regroupés dans le MESS étant d'une durée de deux ans.

Or, depuis le 15 avril, les travailleurs de l'usine Bosch, dans la même zone industrielle, ont rapidement obtenu, à la suite d'une grève et malgré les accords déjà signés, une augmentation d'environ 20%. En dépit de la discrétion des grands médias, cela s'est su très vite dans les usines voisines.

Partageant les mêmes revendications, les travailleurs des autres usines de la zone industrielle expriment leur solidarité. Depuis plusieurs jours ils refusent les heures supplémentaires, boycottent les cantines et viennent à la rencontre des grévistes qui occupent leur lieu de travail, malgré les menaces du préfet et de la police. Des pancartes affichant ce soutien sont placardées sur les enceintes et la contagion atteint les travailleurs d'autres entreprises, comme Valeo ou Delphi. Les familles des grévistes, les amis et les voisins viennent leur apporter de la nourriture : Bursa entre en ébullition.

Comme à son habitude, la direction de Renault a d'abord voulu répondre à la contestation, en licenciant 14 ouvriers considérés comme des meneurs. Elle n'a fait que provoquer l'élargissement du conflit, et a dû reculer en retirant les licenciements... trop tard, car la grève était devenue générale.

Maintenant, les directions de Renault et de Tofas essaient de faire reprendre le travail à l'aide de promesses peu convaincantes et en assurant qu'il n'y aura pas de sanctions. Mais ils se



La grève chez Oyak Renault à Bursa, le 15 mai 2015.

voient répondre : « Ce genre de promesses, on connaît ! Ce qu'on veut, c'est une augmentation de salaire de plus de 20%, comme ceux de Bosch, le droit de choisir notre syndicat, l'amélioration de nos conditions de travail et la fin de toutes les sanctions. » La détermination des grévistes peut se mesurer aux slogans scandés au cours de l'occupation : « Nous sommes des ouvriers, nous avons raison et nous vaincrons ! » ou « Plutôt la mort que la capitulation ! » Des comités ont été élus pour diriger la grève et les grévistes semblent décidés à ne pas se laisser influencer par les confédérations syndicales, qu'elles emploient la menace, comme Türk-is qui qualifie la grève d'illégale, ou qu'elles se prétendent une alternative, comme la confédération Disk, en fait tout aussi prête aux compromis avec les patrons.

Les ouvriers d'autres grandes villes industrielles, dans la région d'Istanbul

notamment, sont eux aussi gagnés par la contagion, chez Hyundai et Ford par exemple. Dans cette dernière usine, près d'Izmit, une grève devait débuter le 20 mai, sur les revendications de salaire et pour exiger la réintégration de plusieurs dizaines de travailleurs licenciés.

L'agitation trouve un écho particulier dans le contexte de la campagne des élections législatives du 7 juin. Dans ce cadre, les partis d'opposition, principalement le parti social-démocrate CHP, ont choisi de mettre l'accent sur la situation des travailleurs, faisant campagne depuis quelque temps sur le salaire minimum. Ils promettent de faire passer ce dernier de 960 livres turques net à 1500 (environ 500 euros) et d'instaurer un mois double pour les retraités à l'occasion des deux périodes de fêtes. La revendication des grévistes de Renault, dont la

fourchette de salaire se situe nettement au-dessus du salaire minimum, entre 1300 et 2000 LT, apparaît justifiée à nombre de travailleurs.

En effet l'inflation n'a fait que s'ajouter au mécontentement dû aux conditions de travail déjà éprouvantes dans l'industrie du pays. De son côté Erdogan, président et chef du parti conservateur au pouvoir, a maintenant perdu une partie du crédit qui lui avait permis de remporter les élections présidentielles au nom de la croissance économique qu'avait connue le pays. Il se trouve à présent confronté à un mouvement de grève susceptible de s'étendre, car les revendications de ceux de Renault et de Tofas sont celles des 14 ou 15 millions de travailleurs. Qu'il remporte ou non les élections législatives du 7 juin, c'est maintenant un véritable incendie social qui pourrait s'étendre à toute la Turquie.

Julien Silva

## Espagne : la fable de la reprise économique

**En Espagne, le gouvernement de droite de Rajoy n'en finit pas de se vanter de l'amélioration de la situation économique du pays qui, prétend-il, serait le fruit de sa politique d'austérité, marquée par la réduction des dépenses publiques et la baisse des coûts salariaux.**

Pour les classes populaires, l'austérité a été et est encore bien réelle. Les budgets publics restent en berne. Quant à l'emploi, la situation est loin de s'améliorer. La légère diminution du nombre officiel de chômeurs est due à ce que la nouvelle législation du travail favorise la multiplication des contrats précaires. Néanmoins, le taux de chômage continue d'osciller autour des 25%. Quant au pouvoir d'achat des classes populaires, il continue à stagner voire à régresser.

Mais, quand Rajoy dit que la situation s'améliore, il ne parle pas des travailleurs ou des chômeurs. Il

parle des riches, des capitalistes, des banquiers : spéculation financière, investissements à l'aveugle sur les marchés internationaux, corruption à un haut niveau. Rajoy se vante que le nombre de très grandes fortunes augmente en Espagne.

Le monde des affaires poursuit sa course au profit sur le dos des populations. Un exemple de cette marche folle est l'effondrement du géant de l'immobilier Martinsa-Fadesa. Il s'agit de la plus grosse faillite immobilière depuis l'éclatement de la bulle immobilière de 2007. Une faillite d'autant plus significative de la fragilité

de la situation économique qu'il y a sept ans ce même groupe Martinsa-Fadesa avait déjà été sauvé de la faillite par les banques et l'État. Aujourd'hui, Martinsa-Fadesa déclare à nouveau forfait.

L'argent qui, il y a sept ans, était destiné à renflouer les dettes de ce groupe n'a donc servi qu'à enrichir les actionnaires. Et aujourd'hui celui-ci appelle encore à l'aide pour éponger sa nouvelle dette de quelque 6,6 milliards d'euros, sous peine dit-il de voir une nouvelle bulle immobilière implorer. Éponger, mais comment ? En prenant comme toujours dans les finances publiques pour régler le problème. Preuve en tout cas que l'optimisme de Rajoy prépare de nouvelles arnaques contre la population.

Henriette Mauthey

### Lisez la revue **Lutte de classe**

Revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 168 - mai-juin 2015

- L'offensive du gouvernement contre les droits des travailleurs
- Où va le Front national ?
- Quand le gouvernement mobilise l'école derrière les valeurs de la bourgeoisie
- Martinique : les partis nationalistes et la future collectivité territoriale
- Corée du Sud : la main de fer de la « démocratie » des chaebols
- États-Unis : la situation politique et sociale en 2015

Prix : 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,66 euro



# Assistance publique – Hôpitaux de Paris : mobilisation contre le plan Hirsch

**Les principaux syndicats de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) ont appelé à une journée de grève et de manifestation, jeudi 21 mai, pour protester contre le projet du directeur général, Martin Hirsch, sur l'organisation du temps de travail.**

C'est en réalité une offensive, que le gouvernement espère sans réplique, contre le personnel hospitalier pour faire des économies. L'objectif, pour les hôpitaux du pays, et pas

seulement pour l'AP-HP, est de récupérer trois milliards d'euros en trois ans.

À l'AP-HP, ce sont les RTT qui sont dans le collimateur. Or ces jours de repos ne font que compenser – et

encore tous n'arrivent pas à les prendre – un rythme de travail qui s'intensifie. En voulant faire travailler les hospitaliers un peu moins chaque jour, on veut en fait les faire travailler plus vite, et avec moins de jours de repos. Pas question !

La conviction que le plan Hirsch est inacceptable s'enracine. Des assemblées générales, de quelques dizaines à quelques centaines de travailleurs, se sont tenues dans les hôpitaux, à la

Pitié-Salpêtrière, à Tenon, à Trousseau, à Saint-Antoine... La revendication du retrait du plan y a été votée car celui-ci n'est pas négociable.

L'organisation de la grève suscite beaucoup de discussions : la perte d'une journée de salaire, les assignations (la forme de réquisition en vigueur dans les hôpitaux) et la réduction de l'activité des services le 21 mai sont débattues. Dans certains

services, comme les laboratoires, la mobilisation s'annonce massive.

L'espoir existe que les manifestants et les grévistes du 21 mai, venant de dizaines d'hôpitaux et réunis ensemble, constituent une force capable d'entraîner d'autres collègues, d'autres services, d'autres hôpitaux dans le mouvement pour mettre cette attaque en échec.

**Correspondant LO**

## SNCF – Région Nantes : contre les attaques de la direction le mouvement s'élargit

**Depuis le 29 mars, après plusieurs journées de grève et de débrayages en gare de Nantes, les agents SNCF chargés du départ des trains et de l'accueil des voyageurs étaient bien décidés à ne pas rester isolés dans leur mouvement contre le projet de la direction de supprimer des postes, dont celui, important pour la sécurité, de chef de quai.**

Ils se sont adressés aux autres catégories de cheminots, comme les contrôleurs et les conducteurs. Eux aussi sont touchés par la mise en place de la réforme ferroviaire, avec l'annonce d'une série de mesures qui vont non seulement supprimer des postes en nombre, mais attaquer gravement les conditions de travail. Par exemple, les trains pourront rouler

sans contrôleur et avec le conducteur seul à bord !

Mercredi 13 mai, la CGT, la CFDT, Sud et FO avaient appelé à 24 h de grève. L'assemblée générale qui s'est tenue en gare en fin de matinée a regroupé plus d'une centaine de grévistes, dont les agents de la gare, les contrôleurs en majorité et les conducteurs, et elle a voté à l'unanimité des présents la reconduite

de la grève pour le vendredi 22 mai, veille aussi d'un grand départ et avec de nouveaux secteurs comme les agents du TER, les aiguilleurs et la police ferroviaire.

Chacun ayant pu librement s'exprimer, il ressortait de l'assemblée le sentiment que ces attaques ne devaient pas passer et que l'avenir même de la SNCF était remis en cause : non seulement les emplois mais aussi les conditions de travail, la sécurité des cheminots et aussi celle des voyageurs. Une gréviste, ayant distribué le matin un tract aux usagers en gare de Nantes, avait pu constater qu'ils exprimaient leur désaccord et leur inquiétude



et comprenaient le sens de la grève dès qu'elle expliquait qu'il n'y aurait plus de contrôleurs dans les trains et surtout les TER.

Le sentiment dominant est qu'il faut retrouver le chemin des luttes et que ce sera le seul moyen de mettre fin aux attaques qui se multiplient à la SNCF et ailleurs.

La direction annonce maintenant qu'elle recule d'un an la décision de supprimer les postes de chef

de quai pour donner le départ des trains en gare de Nantes, mais aussi d'Angers et du Mans. Cela a été pris comme un recul de sa part, à mettre à l'actif de la mobilisation des jours précédents mais aussi de cette journée de grève inter-services du 13 mai. Cette annonce faite à l'assemblée générale a conforté les grévistes dans la nécessité de continuer la mobilisation en l'élargissant.

**Correspondant LO**

## Tisséo – Toulouse : lutte pour les salaires

**Tisséo est l'entreprise (EPIC) de transport en commun de l'agglomération de Toulouse. Il y a 2 800 salariés, environ la moitié étant des chauffeurs de bus. C'est le maire de Toulouse Moudenc, UMP, qui chapeaute Tisséo.**

Les traminots de Tisséo sont entrés en lutte depuis lundi 1<sup>er</sup> avril pour des augmentations de salaire. L'intersyndicale CGT, FO, Sud, CFDT, réclame 3 % d'augmentation, alors que la direction de Tisséo ne propose qu'un misérable 0,45 %. Ce qui représente 8 euros par mois pour les plus bas salaires. L'incompréhension est d'autant plus grande que les différents directeurs de Tisséo ont été augmentés de 13 % ces deux dernières années ! La colère aussi, quand ces mêmes directeurs viennent sur les piquets de grève expliquer qu'on ne peut pas augmenter les salaires et que les grévistes coûtent cher...

Depuis le début du mouvement, les chauffeurs de bus débrayent une heure

chaque matin à la prise de service, dès 5 h, à chacun des trois dépôts de bus : Langlade, Atlanta et au nouveau dépôt de Colomiers. Comme ces prises de service s'étalent sur toute la matinée, le réseau s'en trouve très perturbé durant toute la journée. D'autant plus que la sortie des bus est fortement ralentie par les piquets de grève, qui regroupent plus d'une cinquantaine de chauffeurs, et où les discussions sont chaleureuses.

Jeudi 30 avril, le tribunal a débouté la direction qui voulait faire condamner les grévistes pour faits de blocage. Mais comme il n'y a pas de blocage, la direction a finalement été condamnée à verser 1 200 euros à chaque syndicat : une jolie baffe pour

elle et le maire de Toulouse. Tout le monde s'en est trouvé regonflé à bloc.

Jeudi 6 mai, les chauffeurs apprenaient que pour l'ouverture du nouveau dépôt de bus de Colomiers,

qui a eu lieu début février 2015, les hauts cadres du site ont touché plus de 1 000 euros de primes, et rien pour les ouvriers. Ce qui a alimenté encore la colère de bon nombre de

chauffeurs.

Malgré les manœuvres d'intimidation de la direction de Tisséo, les chauffeurs sont déterminés à ne pas baisser les bras.

**Correspondant LO**

## Centre financier de Toulouse : Excello : rien de bon pour les travailleurs

Excello, c'est le nouveau projet de La Banque Postale (LBP) : transférer des activités de centre à centre afin de les regrouper en diminuant au passage des emplois. Ce n'est pas nouveau ; restructurations, mutualisations durent depuis des années, seul le nom du programme change. Cette fois-ci, l'ensemble des 18 centres financiers sont concernés en même temps. LBP essaie de faire croire que c'est dans l'intérêt des clients, pour sauvegarder l'emploi et améliorer les compétences des salariés mais ceux-ci

savent quel est son objectif : un milliard de bénéfice à l'horizon 2020.

Au centre financier de Toulouse, il était prévu que la direction commence à dévoiler le détail du programme Excello à la mi-mai. C'est au moment où les travailleurs lui remettaient une pétition disant leur opposition qu'elle a annoncé les implications d'Excello sur le centre de Toulouse. Les services Successions et Risques vont disparaître pour aller ailleurs et cela concerne une centaine d'employés sur un effectif de plus de

550 salariés. Même si le centre financier de Toulouse récupère d'autres activités, ce sera loin de compenser les départs. Pour le moment, la direction n'en dit pas plus et il reste beaucoup de zones d'ombre.

Mardi 26 mai, Sud et CGT appellent à une journée de grève pour l'ensemble des centres financiers, et cette journée nationale se prépare. Car ce sera l'occasion de dire tous ensemble que les travailleurs des centres financiers ne veulent pas d'Excello.

**Correspondant LO**



## Renault Trucks – Lyon : nouveau plan de licenciements et première réaction

Suite à l'annonce d'un deuxième plan de suppression d'emplois en un an et demi, qui concernerait cette fois-ci 591 postes d'ATAM (administratifs, techniciens et agents de maîtrise) et de cadres, les syndicats de Renault Trucks de Vénissieux et Saint-Priest ont appelé à un rassemblement lundi 11 mai, pendant le temps de repas, devant le lieu où se tenait le comité central d'entreprise.

En 2014, un premier plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) avait déjà conduit à la suppression de 508 postes parmi le personnel Renault Trucks, ainsi qu'au départ de 800 salariés d'entreprises prestataires. Parmi le personnel embauché en CDI, ces suppressions de postes s'étaient faites sous forme de départs en retraite, préretraite et départs volontaires.

Pour ce nouveau plan,

la direction elle-même ne le nie pas, il y aura de nombreux licenciements secs. Dans certaines activités, notamment les secteurs commerciaux et la comptabilité, des services complets sont démantelés et vont être fermés ou transférés sur d'autres sites du groupe.

Près de 800 salariés ont participé au rassemblement du 11 mai, venant essentiellement des bureaux, qui sont les secteurs



touchés par le plan. Lors de la prise de parole, tous les syndicats ont dénoncé celui-ci. Puis, la salle de réunion étant cadenassée, protégée par des vigiles et inaccessible aux manifestants, trois représentants de la direction en sont sortis pour venir s'expliquer et tenter de justifier les suppressions d'emplois.

Il n'échappe à personne parmi le personnel que l'entreprise se porte bien. Les commandes sont reparties à la hausse depuis le début de l'année 2015. Malgré des provisions importantes pour financer le PSE de l'an dernier ou pour s'acquitter d'une future amende de 400 millions

d'euros que les instances européennes pourraient infliger aux constructeurs de camions pour entente illégale, le groupe a quand même fait plusieurs centaines de millions d'euros de bénéfices et distribué encore davantage aux actionnaires, en s'endettant auprès des banques. Aussi, à plusieurs reprises, quand les représentants de la direction ont pris la parole, des huées ont fusé, et des travailleurs se sont exprimés pour contester leurs dires et demander des comptes.

Cette première mobilisation a été un succès, bien que les annonces aient été faites en pleine période

des ponts, marquée par de nombreuses absences.

En déplacement à Lyon le jour même, Manuel Valls a affirmé suivre « très attentivement » la situation à Renault Trucks et dit qu'il fallait « trouver une autre solution ». Des propos du même genre ont été tenus aux travailleurs de Mory Ducros ou de PSA Aulnay, et on a pu en mesurer l'efficacité.

Ce n'est sûrement pas sur Valls et Hollande qu'il faudra compter pour faire reculer la direction, mais sur la mobilisation, qu'il faudra poursuivre et amplifier.

Correspondant LO

## La Barre Thomas – Rennes : une mobilisation qui en appelle d'autres

La Barre Thomas est une usine de presque 900 salariés qui produit des pièces automobiles, essentiellement pour PSA. La Barre Thomas appartient au groupe Cooper, qui possède aussi une usine à Vitré, à 40 kilomètres de Rennes.

La direction a pour objectif de transférer une partie de son activité de production de Rennes à Vitré à partir de l'année prochaine. Cela signifie 138 salariés de production mutés à Vitré, mais aussi

le licenciement de 150 salariés qui ne travaillent pas directement en production, comme les techniciens par exemple.

Face à cela, la CGT et l'UNSA ont appelé à un débrayage mercredi 6 mai sur le coup de midi, pour revendiquer de garder son emploi à Rennes, les autres syndicats ne voulant pas s'associer au mouvement.

70 travailleurs se sont retrouvés au rassemblement : des travailleurs de l'équipe

du matin ont débrayé pour venir et des travailleurs de l'après-midi ont décidé de se joindre au mouvement, au lieu d'aller directement sur leur poste. Ces dizaines de travailleurs ont fait le tour des ateliers avec un mégaphone. Les slogans ont fusé comme « *Tous ensemble* » ou bien encore « *On veut garder notre emploi* ». Tous étaient fiers d'exprimer leur mécontentement, et un prochain rassemblement était prévu.

Correspondant LO

## SFR-Numéricable : les salariés en ont ras la box !

Les salariés de SFR ont débrayé le 19 mai, pour protester contre leurs conditions de travail qui se sont dégradées depuis le rachat de SFR par Numéricable, dont le propriétaire est un fonds d'investissement. Les réorganisations liées à ce rachat ont entraîné le départ de 250 salariés en six mois, selon un délégué CGT de SFR. Ceux-ci n'ayant pas été remplacés, la pression qui s'exerce sur le reste des employés est de plus en plus grande.

Par exemple, à La Réunion, les 160 salariés en grève, sur les 400 que compte SFR dans l'île, disent se retrouver avec une charge supplémentaire de travail d'environ 25%.

La direction impose de plus des réductions de coûts aux prestataires et sous-traitants, renégociant des contrats de 20 à 30% moins chers. Toujours selon la CGT, 2 000 emplois seraient ainsi menacés dans les entreprises travaillant pour SFR.

Le PDG de SFR Numéricable, Éric Denoyer, se vantait le 12 mai de résultats en hausse de 21% au premier trimestre 2015 par rapport au premier trimestre 2014, obtenus grâce à une réduction des dépenses de 30%. Par réduction des dépenses, il faut comprendre, bien évidemment, les économies sur le personnel et les salaires.

Les travailleurs de SFR ont mille fois raison de ne pas les accepter.

Aline Rétesse

## Orange : hyperréactivité pour les actionnaires, radioactivité pour les ouvriers

Dans les années 1980, plus d'un million de parafoudres au radium et au tritium avaient été installés dans des centraux téléphoniques et sur certains points du réseau aérien. Ressemblant à des fusibles domestiques, ces équipements devaient protéger contre la foudre et autres surtensions les lignes des PTT, devenu ensuite France Télécom, puis Orange.

Depuis toujours, la direction a minimisé le risque car, en usage normal, ces parafoudres n'auraient pas été dangereux. D'après la direction, « *la dose de produit radioactif est très faible* » et « *ils sont amenés à disparaître au fil de l'eau* », c'est-à-dire au fur et à mesure de l'application de nouvelles techniques.

Depuis des années, des militants syndicaux des comités d'hygiène et sécurité et des conditions de travail (CHSCT) dénoncent le silence autour des risques entourant ce matériel. Ils provoquent enquêtes et expertises. Des taux de cancer anormalement élevés dans certaines équipes étaient suspects.

Les résultats d'une expertise, demandée par le CHSCT de l'unité d'intervention Auvergne, ont été rendus publics. Ils confirment la désinvolture d'Orange face à ce problème et relèvent que

des stocks sont restés dans les véhicules pendant très longtemps et étaient manipulés sans aucune consigne de sécurité. Certains se souviennent d'en avoir porté de pleines poignées, en permanence, dans la poche d'une blouse ou d'un bleu de travail, à hauteur de la poitrine.

Quant au démontage, il n'est toujours pas terminé. En 2013, quand l'expertise a été commandée, Orange annonçait qu'il se donnait huit ans pour repérer et retirer ces équipements. Et aujourd'hui il n'y a toujours pas d'information envers les nouveaux salariés d'Orange ou des entreprises sous-traitantes.

Pour les suppressions d'emplois et la distribution des dividendes, la direction est hyperréactive. Mais pour supprimer un risque, elle met des années ou, pire, elle attend qu'il disparaisse tout seul.

Correspondant LO



# La Poste courrier - Lille : 150 postiers déménagés

Lundi 18 mai, la direction de La Poste a fermé la plate-forme de distribution de courrier de Lille Centre et réparti l'activité dans des centres en périphérie.

Ainsi, après la suppression de 25 positions de travail il y a neuf mois, La Poste libère le bâtiment loué 650 000 euros à la filiale immobilière de La Poste, sans doute pour réaliser une belle plus-value lors d'une prochaine vente. Mais 150 postiers sont délocalisés. Les services se retrouvent éclatés à 10 km de leur activité, dans des plates-formes déjà saturées.

L'ensemble des organisations syndicales a voté contre le projet de

délocalisation, mais la direction est passée outre... Mardi 12 mai, les postiers ont fait grève à plus de 90%, une quarantaine ont fait un piquet de grève le matin à 6h, la plupart d'entre eux pour la première fois. Et de nouveau lundi 18 mai, jour du déménagement, ils étaient une vingtaine à tenir tête, en piquet de grève.

L'affaire a révélé le comportement de La Poste avec les autorités publiques: la mairie dit n'avoir été mise au courant de la fermeture

du centre que par l'article de *la Voix du Nord...* une semaine avant la délocalisation. Ainsi La Poste délocalise en catimini une entreprise de 150 salariés en plein centre, sans en informer la ville!

Démoralisés par des restructurations qui se succèdent rapidement, auxquelles s'ajoute la délocalisation, les postiers se sont mobilisés en réclamant le versement des économies faites sur leur dos. La direction est



restée sourde, ne lâchant que 250 euros brut par postier, alors que la délocalisation lui permet d'économiser 6 500 euros par agent, sans compter la future plus-value immobilière que La Poste réalisera.

De cette grève, il restera aux postiers un sentiment de solidarité et d'unité. L'assemblée générale et le

piquet de grève tenu pendant deux jours ont permis de se retrouver en tant que force collective, ce que La Poste cherche à casser au quotidien. Ce sera une base indispensable pour les combats à venir, car le plan social à La Poste est la prochaine étape dans les papiers des gestionnaires.

**Correspondant LO**

## Blanchisserie des Lilas : une fermeture inacceptable

Le 12 mai, la Direction du travail de Seine-Saint-Denis a homologué le nouveau plan de suppressions d'emplois proposé par la direction de RLD. Les 72 travailleurs de la blanchisserie des Lilas se retrouvent donc licenciés, sauf s'ils acceptent pour certains de partir travailler dans d'autres sites, en particulier aux Mureaux, à l'autre bout de la région parisienne.

En octobre 2014, le patron de RLD, groupe qui compte 2 100 salariés et fait des bénéfices, avait annoncé sa volonté de fermer le site de Lilas et de supprimer les emplois. Le plan de licenciements (PSE) prévoyait des primes

minimales, 62 mutations (pour 72 travailleurs) avec des horaires incompatibles avec leurs lieux d'habitation, des congés de reclassement très faibles, etc. Les salariés de la blanchisserie se sont mobilisés contre cette fermeture. Ils ont fait

grève durant une semaine, ont organisé plusieurs manifestations dans la ville pour dénoncer ces licenciements, alors même que RLD touche au titre du CICE 4 millions d'euros pour 2014 et 2015.

Le premier PSE a été rejeté pour des raisons de procédure. La direction du groupe était tellement pressée de fermer qu'elle n'avait pas respecté le calendrier obligatoire. Elle a donc proposé un nouveau PSE en avril, qui n'ajoutait pas grand-chose pour les travailleurs. La prime

de mobilité était portée à 3 000 euros et 2 500 au bout de 12 mois. La direction acceptait des horaires de travail adaptés pendant 15 mois pour les salariés mutés, et les congés de reclassement étaient augmentés de trois mois. Tout cela est très insuffisant et toujours aussi inacceptable. Mais, sans surprise, l'administration a entériné cette fermeture de site et ces licenciements déguisés. C'est écœurant!

Les travailleurs se sont mobilisés pour empêcher le patron de les jeter dehors

ainsi et ce combat n'a pas été vain. Certes, pour le faire reculer, une mobilisation de l'ensemble des travailleurs de RLD, y compris sur les autres sites, aurait été nécessaire, d'autant que la direction du groupe a déjà annoncé son intention de poursuivre ses réductions d'effectifs. Mais les travailleurs des Lilas ont lutté collectivement jusqu'au bout et ils ont la fierté de s'être battus pour leur dignité, contre un patron prêt à tout pour défendre ses profits.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

### Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte Ouvrière  Lutte de classe  
 Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
 Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
 à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Pour les malvoyants

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# Haïti : cynique effet de manche de Hollande

Lors de l'inauguration du Mémorial ACTe, ce nouveau grand lieu d'expression de la mémoire de la traite et de l'esclavage, à Pointe-à-Pitre, François Hollande a déclaré dans son discours que la France s'acquitterait de sa dette envers Haïti, propos salués par une ovation debout de l'assistance. Hollande faisait là allusion aux 159 millions de francs qu'en 1825 la France de Charles X a contraint Haïti à payer. Il s'agissait de rembourser les colons et la France de la perte des esclaves, après leur victoire militaire sur l'armée française et l'indépendance de l'île acquise en 1804.

Aussitôt après, interrogé à ce sujet, Hollande devait déclarer qu'il s'agissait pour lui surtout d'une dette morale et non financière. Et d'ajouter que le geste de la France serait de participer à l'effort en faveur de la scolarisation gratuite, à hauteur de 50 millions d'euros à travers l'agence française de développement.

Évidemment, ce retro-pédalage de Hollande aura déçu et mis en colère beaucoup d'Haïtiens et d'autres personnes qui avaient pris à la lettre son discours de Pointe-à-Pitre. Car ces 159 millions de francs or, réduits à 90 millions sous Louis-Philippe, équivalent aujourd'hui à 17 milliards d'euros. Il faut savoir que cette dette exigée par la France avec la menace de représailles militaires et d'un retour à l'esclavage a été intégralement payée par l'État haïtien qui, pour

l'honorer, a fait subir au peuple de l'île des efforts surhumains et d'énormes privations. L'État haïtien n'a fini de payer la dette exigée par la France et ses intérêts d'emprunt... qu'au cours des années 1950.

Cette lourde dette est une des causes de l'appauvrissement extrême du pays et de la misère qui y règne, même si elle n'est pas la seule. Comme si les revenus énormes tirés de la traite des Noirs et de l'esclavage pendant plus de deux siècles n'avaient pas suffi à l'État français et à sa bourgeoisie!

Pourtant, personne n'avait demandé à Hollande de déclarer que la France allait réparer cette dette. Il a simplement voulu faire un effet à bon compte en commémorant les crimes de l'esclavage le 10 mai à Pointe-à-Pitre. Ce faisant, sa déclaration et la suite



qu'il lui a donnée sont apparues comme une nouvelle tromperie, une nouvelle humiliation publique pour le peuple d'Haïti. C'est un cynique effet de manche, basé sur ce qui a suscité un pillage et une exploitation sans borne, sanguinaire, du peuple haïtien par l'État

français. Comment oser créer de faux espoirs aux dépens d'un peuple et d'un pays aussi pauvres ?

Plusieurs dizaines d'Haïtiens ont d'ailleurs manifesté leur colère lors de la présence de Hollande et de Martelly, le président actuel d'Haïti, devant la

statue de Toussaint Louverture. Hollande n'aura fait montre envers Haïti que d'une hypocrisie de plus, dans la longue série de celles des gouvernants français qui ont jalonné l'histoire de ce pays.

Pierre Jean-Christophe

## Israël : le poids de l'extrême droite et du racisme

Après près de deux mois de tractations, le Premier ministre israélien sortant Benjamin Netanyahu est parvenu, jeudi 14 mai, à former une coalition gouvernementale. Arrivé en tête des élections législatives du 17 mars, il ne disposait pas d'une majorité à lui seul et devait absolument trouver des alliés. C'est du côté de l'extrême droite religieuse qu'il les a trouvés, obtenant ainsi le soutien de 61 députés sur 120 à la Knesset, le parlement israélien.

Netanyahu a été obligé de concéder à ses alliés des ministères, et non des moindres, puisque l'une de ces formations ultra-nationalistes, le Foyer juif, se verra attribuer la Justice, l'Éducation et l'Agriculture alors qu'elle n'a que huit députés à l'Assemblée. Quant aux concessions politiques, le journal israélien *Haaretz* les a résumées ainsi : « Les promesses qui leur ont été faites par Netanyahu en contrepartie de leur participation au gouvernement vont coûter des milliards, et aussi mener le pays sur un chemin plus théocratique. »

Cette évolution toujours plus à droite des politiques menées par les gouvernements israéliens successifs se fait en premier lieu aux dépens des Palestiniens. Ainsi, l'organisation La Paix maintenant a dénoncé

le fait que, le jour même de l'annonce de la formation de la coalition, le gouvernement israélien avait donné son feu vert à la construction de 900 logements de colons à Jérusalem-Est, la partie palestinienne de la ville occupée et annexée par Israël.

Cédant au lobby des colons qui réclamait cette mesure depuis des années, le gouvernement avait annoncé son intention d'interdire aux Palestiniens de Cisjordanie d'utiliser les mêmes autobus que les Israéliens pour rentrer chez eux après leur journée de travail. Devant les nombreuses réactions de protestation, Netanyahu a suspendu cette mesure le jour où elle devait commencer à s'appliquer.

Mais le poids croissant de l'extrême droite et du

racisme se fait sentir sur l'ensemble de la société israélienne, comme l'ont montré les manifestations des Falashas, ces Juifs noirs d'origine éthiopienne, après la diffusion d'une vidéo montrant deux policiers en train de frapper un soldat de cette même origine.

À deux reprises, à Jérusalem et à Tel-Aviv, plusieurs milliers de Falashas sont descendus dans la rue pour protester contre le « racisme de la police ». « Stop à la violence policière contre les Juifs noirs », « Nous voulons l'égalité des droits », scandaient des manifestants. À chaque fois, des affrontements très violents faisant plusieurs dizaines de blessés les ont opposés aux forces de sécurité.

Les quelque 135 000 Juifs noirs qui vivent aujourd'hui en Israël n'y sont pas venus clandestinement : c'est l'État israélien lui-même qui a organisé leur émigration depuis l'Éthiopie en deux grandes vagues, en 1984 et 1991, afin de démontrer qu'Israël constituait une terre de refuge pour les Juifs du monde entier. Pourtant, depuis leur arrivée, ils ont toujours

été en butte à un racisme quasi officiel, sans doute mieux lotis que les Arabes israéliens, mais considérés tout de même comme des citoyens de second ordre.

Ainsi près de 20 % des enfants israéliens d'origine éthiopienne ne seraient pas scolarisés, du fait notamment du refus de certaines écoles de les accepter en raison de leur couleur de peau. En 2013, 65 % des Israéliens originaires d'Éthiopie de plus de 45 ans étaient au chômage

et leur revenu moyen par personne est inférieur de 40 % à la moyenne, selon l'Association israélienne pour les Juifs éthiopiens. Malgré toutes les déclarations au sommet de l'État, la situation des Falashas n'a connu aucune amélioration. La société israélienne est gangrenée par les inégalités et par un racisme qui ne vise pas seulement les Arabes palestiniens, mais toutes les minorités.

Marc Rémy

### 30 mai au Père-Lachaise : vive la Commune !

Samedi 30 mai, les Amis de la Commune de Paris de 1871 appellent à manifester au Mur des fédérés, là où furent fusillés les derniers combattants de la Commune, le 28 mai 1871.

La Commune de Paris, démocratie pour le plus grand nombre et non pour une minorité étroite de possédants, était insupportable aux tenants de l'ordre bourgeois. Le gouvernement de Thiers, réfugié à Versailles, mit

sur pied une armée pour écraser dans le sang la révolte des travailleurs parisiens.

Le programme des communards est toujours d'actualité. Célébrer la Commune, c'est aussi affirmer, comme le dit une chanson, que « non, elle n'est pas morte » !

Rendez-vous : samedi 30 mai à 14 h 30 entrée du cimetière du Père-Lachaise rue des Rondeaux, Paris 20<sup>e</sup> métro : Gambetta